

BIBLIOTHÈQUE DES «*TEMPS NOUVEAUX*»

51 RUE DES ÉPERONNIERS, BRUXELLES.

1899

PRÉCURSEURS DE L'INTERNATIONALE

Warlaam TCHERKESOFF

Première partie: Déclaration des principes de 1866.

Aucun évènement de ce siècle n'eut une influence aussi grande et aussi favorable sur le développement des idées socialistes, sur leur propagande dans tous les pays du monde civilisé, que la fondation et les dix années d'existence de la grande *Association Internationale des Travailleurs*. Sans la moindre exagération, on peut affirmer que toutes les écoles et les fractions du socialisme contemporain se rattachent, plus où moins directement, à cette grande association, et que même notre terminologie socialiste, par exemple: «*collectivisme, communisme autonome, libertaire, anarchiste, instruction intégrale*» et autres, nous viennent de ses publications et de ses congrès.

Bien plus, la grande Association, grâce surtout aux efforts des ouvriers français, formula et inscrivit dans ses considérants, comme base fondamentale du mouvement socialiste international, que «*l'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes*».

Par cette déclaration, la cause du peuple était détachée de la politique bourgeoise. Auparavant les politiciens identifiaient souvent en toute sincérité leurs revendications purement politiques avec celles du peuple. Tandis que ce dernier conçoit le bien-être et la liberté comme l'équité sociale basée sur l'égalité économique, les premiers se contentèrent toujours d'une liberté individuelle qui leur garantissait la jouissance des privilèges sociaux et économiques, en laissant au peuple la liberté de mourir de faim et l'égalité de déshérités bons à être exploités. Ce fut pendant les journées sanglantes du mois de juin 1848, alors que la bourgeoisie radicale, conduite par J. Favre, Marie, Marrast, E. Cavaignac et autres, trahissait et fusillait le peuple, que cette idée de la nécessité d'une pareille séparation s'affirma pour la première fois. Distinguant les politiques de classes, elle mettait aussi fin à la vieille doctrine d'une dictature se faisant en apparence au nom du prolétariat, mais en réalité au profit de quelques ambitieux réputés des êtres providentiels.

Plus importante encore fut la définition du but visé par le mouvement socialiste en général. Elle était ainsi conçue:

«*Considérant que l'assujettissement du travailleur au capital est la source d'une longue servitude politique, morale et matérielle;*

Pour cette raison, l'émancipation économique des travailleurs est le grand but auquel doit être subordonné tout mouvement politique.»

Si le premier considérant séparait la politique des exploiters de celle des exploités, il impliquait la subordination de messieurs les conspirateurs, les radicaux et les jacobins, aux vraies conceptions socialistes, telles qu'elles étaient comprises en Angleterre au temps du grand mouvement *oweniste* (de 1828 à 1842) et en France pendant la révolution de 1848 (1). La France, l'Angleterre et la Suisse étaient, en réalité, les seuls pays de régime constitutionnel et parlementaire, et précisément dans ces pays les socialistes ont constaté la vanité des droits et des libertés inscrits dans les chartes, alors que la situation économique du peuple reste intacte et que l'exploitation de l'homme par l'homme constitue la base d'une prétendue justice sociale.

Mais les socialistes d'autres nationalités, surtout les Allemands, ne pouvaient pas admettre cette subordination du mouvement politique au grand but d'émancipation économique. Aussi firent-ils une opposition systématique à cette formule, proposée par les Français et soutenue par les Anglais et les Suisses. Depuis 1864 jusqu'au premier congrès de Genève en 1866, dans toutes les discussions relatives aux statuts de la future association, Marx et ses amis combattirent la formule et, jusqu'à la veille du congrès, les vrais initiateurs du mouvement ne savaient pas si les politiciens n'auraient pas le dessus. Mais, à la grande satisfaction des initiateurs, leur formule fut adoptée par le congrès. En lisant ce passage, raconte Fribourg (2), Tolain ne put se défendre d'un mouvement de joie: «*Enfin*, dit-il à ses collègues, *on ne pourra plus dire que c'est nous seuls qui voulons absolument que la question politique ne passe pas avant tout*».

Nous verrons plus tard comment les politiciens et les partisans de la dictature altérèrent dans quelques éditions ultérieures ce passage des statuts généraux, et comment ils provoquèrent la scission dans l'Association, justement sur cette question importante.

Qui sait si l'affirmation du principe de solidarité internationale proclamé par les mêmes considérants n'eut pas encore plus d'influence sur la classe ouvrière et sur le mouvement socialiste? Certainement l'idée de solidarité universelle avait été émise et prônée par des philosophes et des poètes bien avant 1866. Epicète et Marc-Aurèle, les humanistes de la Réforme, les Encyclopédistes et les enthousiastes de la grande Révolution avec Anacharsis Clootz - «*ce citoyen du monde*», - Béranger et Pierre Dupont (3), la Révolution de 1848, le Manifeste de Marx, Dejacques, Cœurderoy et autres, ont prêché la solidarité universelle et la fraternité des nations.

Mais l'internationalisme, tel que l'entendait l'Association, se développa d'une part grâce à la révolution survenue dans la production et dans les moyens de communication au sein de l'humanité contemporaine (4), d'autre part sous l'influence des idées larges et humanitaires des écoles socialistes de Saint-Simon et surtout de R. Owen, qui, en 1836, organisa la première société internationale sous le titre: «*Société de toutes les classes et toutes les nations*». Aussi, comme on le voit la formule de l'*Internationale* reflète fidèlement ces deux influences:

«Considérant que l'émancipation des travailleurs n'est pas un problème local ou national; qu'au contraire ce problème intéresse toutes les nations civilisées, sa solution étant nécessairement subordonnée à leur concours théorique et pratique;

Que le mouvement qui s'accomplit parmi les ouvriers des pays les plus industriels de l'Europe, en faisant naître de nouvelles espérances, donne un solennel avertissement de ne pas retomber dans les vieilles erreurs, et conseille de combiner tous les efforts encore isolés;

Par ces raisons, le Congrès de l'Association Internationale déclare que cette association, ainsi que toutes les sociétés ou individus y adhérant, reconnaîtront comme devant être la base de leur conduite envers tous les hommes, la vérité, la justice, la morale, sans distinction de couleur, de croyance ou de nationalité».

C'est un véritable plaisir de lire ces magnifiques déclarations, pleines de sentiments si nobles, de pensées si profondes... Et dire que de nos jours, en France, les énergumènes de la caserne, de la police, de la sacristie, des maisons de tolérance et de la presse vendue, osent soulever la haine contre les étrangers, contre l'*Internationale*, contre la solidarité universelle! L'histoire connaît peu de crimes aussi abominables que cette apostasie monstrueuse de la part des écrivains qui se disent Français. Car c'étaient justement les

(1) Dans ma brochure *Pages d'Histoire socialiste*, j'ai cité (pages 18, 19 et 20) l'opinion des owenistes.

(2) É. Fribourg, *Association internationale des Travailleurs*, p.151, Paris, 1871.

(3) Dans sa chanson: «*Les peuples sont pour nous des frères, Et les tyrans des ennemis*».

(4) Le grand statisticien A. Quételet indiqua, en 1836, que «*depuis un demi-siècle et dans les limites mêmes de l'Europe, les peuples tendent à perdre leur physionomie nationale et à se fondre en un type commun*».

ouvriers français, et même des ouvriers très modérés comme Fribourg, Tolain et autres, qui insistèrent pour l'insertion de ces idées de solidarité humaine.

Les déclarations que nous avons citées eurent un grand retentissement; partout les travailleurs et les gens éclairés, les socialistes de différentes écoles saluèrent le *Congrès de Genève*, acclamèrent de tels principes si profondément humanitaires et réellement socialistes. En quelques semaines les statuts de l'*Internationale* furent connus de tous les pays. Tout le monde comprit qu'il venait de s'accomplir quelque chose de grand, devant marquer un nouveau point de départ dans l'histoire universelle. Un an auparavant, pendant la conférence préliminaire de 1865, après la lecture des considérants et du projet des statuts, les hommes perspicaces comprirent toute l'importance de ce qui se préparait. Entre autres, l'historien Henri Martin écrivait le 14 octobre 1865:

«C'est avec une profonde émotion que nous avons lu le récit de ce qui vient de se passer à Londres. Nous avons le pressentiment que quelque chose de grand vient de commencer dans le monde... L'élévation des sentiments... l'ampleur de vues, et la haute pensée à la fois morale, économique et politique qui a présidé au choix des questions composant le programme... saisiront d'une commune sympathie tous les amis du progrès, de la justice et de la liberté en Europe.

Nous le savions bien, que ce froid de mort qui s'étend à la surface de nos sociétés n'avait pas gagné les profondeurs ni glacé l'âme populaire, et que les sources de la vie n'étaient pas éteintes... Nos oreilles n'étaient plus accoutumées à de telles paroles, elles nous ont fait tressaillir jusqu'au fond du cœur» (5).

«Un notable progrès s'est opéré, écrivait A. Gorbon la même année, depuis nos agitations pour la réforme sociale d'il y a une vingtaine d'années. En ce temps-là... la tendance générale des ouvriers socialistes était de considérer l'État comme leur providence visible et d'attendre de lui la rédemption des classes inférieures. Voilà qu'une nouvelle génération déclare que "l'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes"!!!!».

Si, de la part des libéraux et des radicaux, l'Internationale eut un accueil aussi sympathique, il est facile de comprendre l'enthousiasme qu'elle souleva chez les socialistes de toutes les nuances et de tous les pays. En notre temps de réaction militaire et cléricale, on trouvera plus qu'étrange le langage enthousiaste de l'époque. Voici, par exemple, en quels termes le procureur général de la *République bâloise*, membre des sections locales, saluait le quatrième congrès, tenu à Bâle:

«... Je vous salue donc, vous qui préparez le grand jour de l'émancipation... Déjà les premiers pas ont été faits, la tyrannie des nobles, la tyrannie des prêtres ont été brisées... Il faut maintenant que le privilège bourgeois disparaisse comme les autres, il faut que tous travaillent. La société libre que vous rêvez saura exploiter coopérativement tout travail, cette société n'étant composée que de travailleurs, saura se suffire et se gouverner elle-même... Frères ouvriers... est-ce que je rêve? Alors vous rêvez avec moi. Suis-je insensé en parlant ainsi, et faut-il me renfermer dans un asile d'aliénés? Non. Ce qui me prouve que je ne rêve pas... c'est l'existence de l'Association Internationale elle-même...

Partout où l'on a commis des fautes envers les ouvriers, on les a commises envers notre Association. Que ce soit dans le Borinage ou dans le bassin de la Loire, les coups portés aux ouvriers nous ont atteints... Mais aussi nous pouvons dire que le mouvement qui agite les ouvriers est notre mouvement, et partout où se réunissent les opprimés, notre esprit plane au milieu d'eux (6)....».

Ce sont surtout les défenseurs de l'oppression et de l'esclavage politique et social qui nous fournissent les meilleurs témoignages sur la joie que suscitèrent les adhésions aux principes fondamentaux. L'ennemi le plus acharné de la grande *Association*, Oscar Testut (7), avocat à la cour impériale de Lyon, constatait, le 10 mai 1870, le développement rapide... de nature à effrayer tout homme qui réfléchit à l'immense danger qu'une aussi puissante organisation fait courir à l'ordre social (bourgeois).

Il constatait encore l'esprit d'union qui anime ses membres... avec quelle prodigieuse rapidité elle a successivement agrandi le cercle de son influence, non seulement en France, mais encore dans une partie de

(5) Cité par Fribourg.

(6) *Compte rendu du 4^{ème} Congrès international tenu à Bâle*. Bruxelles, 1871.

(7) *Association internationale*, Lyon, 1870; *Le Livre bleu de l'Internationale*, Paris, 1871; *L'Internationale et le Jacobinisme*, Paris, 1871.

l'Allemagne, en Amérique, en Italie, en Belgique, en Pologne, en Russie, en Autriche, en Suisse, en Suède, en Danemark, en Angleterre et même en Espagne.

Oui, grande était l'influence des déclarations de principes de l'*Association*; rapide était leur propagation et c'est par millions qu'on comptait ses adhérents (8).

A quoi attribuer ce succès?

D'un côté à l'état d'esprit populaire de l'époque; d'autre part, et surtout, à la fidélité avec laquelle les considérants reflétaient les idées communes aux trois systèmes socialistes (de Saint-Simon, de Fourier et de R. Owen), ainsi que la tactique de lutte pratiquée par les ouvriers anglais et français, les plus avancés et les plus solidarisés de l'époque.

D'ordinaire on attache trop peu d'attention aux événements politiques et socialistes au milieu desquels surgit l'*Internationale*. Pourtant la période de 1859-65 reste une des plus remarquables de l'histoire moderne. La réaction qui écrasa l'Europe après les révolutions de 1848 était forcée de faire des concessions aux revendications populaires, aux découvertes et à la généralisation des sciences inductives qui bouleversaient toutes nos croyances et tous nos préjugés surnaturels et métaphysiques. L'Italie, ce berceau de la Renaissance et des républiques florissantes, se battait pour l'indépendance, et cette lutte héroïque, qu'un Anglais appela «*very poetry of politics*» (la vraie poésie de la politique), était animée et conduite par des hommes d'une telle netteté de caractère, tels que Garibaldi, Mazzini, Pisacane et autres, que la jeunesse enthousiaste accourait sous le drapeau de Garibaldi de tous les pays civilisés. En Russie, le despotisme était obligé d'abolir le servage, d'entreprendre des réformes libérales. Tchernychevsky n'était pas encore arrêté, Herten était à son apogée de publiciste révolutionnaire, et les patriotes polonais se préparaient à la révolution démocratique qui éclata en 1863, n'attirant pas moins de sympathie que celle d'Italie.

En Amérique, la guerre d'abolition de l'esclavage (1861-1864) montra à la vieille Europe monarchiste de quoi est capable un peuple autonome et animé d'une idée grande et généreuse, et le président-ouvrier, Abraham Lincoln, appelé par ses concitoyens et par les nègres «*oncle Abe*», donna l'exemple exceptionnel qu'on peut rester modeste, simple et honnête, tout en restant président (9), ce qui est au moins contraire à la pratique républicaine en France. L'Angleterre était animée de l'esprit le plus libéral. Les trade-unions, lord Shaftesbury, Kingsley, Dickens, J. Stuart-Mill, et tant d'autres réclamaient des réformes; la société anglaise soutenait Mazzini et Garibaldi; un ministre d'État, Stansfield, mit sa maison à la disposition du conspirateur Mazzini, et quand, en 1864, Garibaldi arriva à Londres, le peuple organisa une telle manifestation de sympathie qu'il n'y en eut jamais de pareille chez les Anglais, en faveur même de leurs héros nationaux.

L'Allemagne de ce temps aussi était remuée par l'agitation énergique et passionnée de Lassalle, cet orateur populaire qui réunissait en sa personnalité si brillante les qualités d'un révolutionnaire audacieux et d'un savant de premier ordre. L'Allemagne libérale et démocratique l'admirait, l'ouvrier allemand s'organisait autour du drapeau de la réforme sociale déployé par un pareil agitateur.

Telle était l'époque à laquelle les ouvriers français conçurent l'idée de la grande *Association*. Le mouvement n'était pas socialiste. Cependant ces guerres d'indépendance, l'agitation en vue de l'émancipation, de l'affranchissement et des réformes sociales, réveillèrent l'opinion publique. L'ouvrier des grandes villes était prêt à une action solidaire; aussi quand l'*Association*, cet «*enfant né dans les ateliers de Paris, fut mise en nourrice en Angleterre*», ce ne furent pas seulement les Anglais qui lui prodiguèrent leurs soins enthousiastes.

(8) Au congrès de Bâle, le délégué des États-Unis, Cameron, représentait 800.000 membres du «*National labour Union*» (*Union Nationale des travailleurs*).

(9) Un contraste avec les parvenus politiques de l'Élysée!.. Un diplomate surprit une fois Lincoln tenant à la main des comptes écrits sur du papier fort sale. Questionné sur la nature de ces documents, le président lui répondit avec sa simplicité habituelle que c'étaient là les comptes de son ami Sam (garçon nègre d'un cabaret), qui l'avait prié de les vérifier...

Deuxième partie: Les formules précédentes du socialisme.

Attribuer le succès colossal de l'*Internationale* exclusivement à l'état général, vers cette époque, de l'opinion publique en Europe serait une exagération. Que l'internationalisme se soit montré sous toutes les formes de 1860 à 1870, on ne peut le nier. La *Convention de Genève* et l'organisation de la société de la «*Croix-Rouge*», de la «*Ligue internationale pour l'abolition de la prostitution*»... mais surtout l'élan que prirent alors les Congrès scientifiques en sont des preuves indéniables. Pourtant aucune société, aucune entreprise de ce temps n'eut le retentissement ni l'influence qu'acquît la grande *Association* dans une courte durée de trois ans, de 1866 à 1869.

Son succès et son influence, il faut les attribuer à l'admirable exposé, dans les considérants de ses statuts, des principes et des desiderata de toutes les écoles socialistes connues auparavant, et des revendications populaires et révolutionnaires, formulées pendant la Réforme, la grande Révolution, et la Révolution de 1848.

Le peuple envisage toujours comme le but suprême de l'activité humaine la production des choses utiles à l'humanité, et la réalisation dans la vie d'une équité plus ou moins parfaite. Chaque fois que les masses se levèrent contre les oppresseurs et les exploités, elles formulèrent à peu près dans les mêmes termes ces aspirations séculaires: liberté pour tous, équité dans la jouissance du bien-être. Que ce fussent les pêcheurs ignorants de Galilée, que ce fussent les hussites de Tabor, ou les paysans révoltés avec Thomas Muntzer en Allemagne, avec Étienne Razine en Russie, les revendications restèrent toujours les mêmes:

- La terre et ses richesses à tous, l'abolition de l'exploitation de l'homme par l'homme, la liberté individuelle dans une commune libre. L'oiseau du ciel, le gibier de la forêt, le poisson («*dans l'eau sont libres et pour tous*», disaient les paysans allemands; «*terre et liberté pour tous*» ajoutaient ceux de Russie). Par cette expression «*pour tous*» ils entendaient le communisme.

Les anabaptistes et Thomas Muntzer, qui exprimèrent les vraies aspirations populaires dans la guerre des paysans en Allemagne, nous ont laissé leur «*profession de foi*». Les revendications socialistes y sont formulées beaucoup mieux que dans les manifestes électoraux des socialistes «*scientifiques*» de nos jours. Si nous laissons de côté l'élément religieux de cette profession de foi, nous trouvons que les anabaptistes, niant tout privilège, toute autorité, prêchèrent l'équité sociale, le communisme libertaire.

«*Il n'y a pas de prêtres, - lisons-nous dans le premier paragraphe - ni comme tribu, ni comme secte. Tout homme peut être régénéré par l'inspiration de Dieu et faire office de prêtre en prêchant d'exemple.*

- §4. *Les corps régénérés par l'esprit, tous doivent vivre ensemble dans une parfaite communauté de biens.*

- § 6. *Point de cuite cérémoniel... L'homme doit gagner sa vie par le travail de ses mains...*

- §8. *Nul anabaptiste ne peut se gouverner ni se laisser gouverner par la force. Son règne c'est le règne de Dieu. Plutôt mourir que de subir l'esclavage ou de l'imposer» (10).*

Cette profession de foi, comme on voit, est nettement communiste, même anarchiste.

Des revendications identiques ont été formulées en Angleterre par les réformateurs révolutionnaires. Les «*anabaptistes*» anglais sont connus sous les sobriquets de «*Levellers*» (niveleurs) et «*Diggers*» (creuseurs), à cause de leur négation des «*fondements*» d'une société esclavagiste et barbare. Ils déclaraient que les possesseurs de la terre «*sont des voleurs et des assassins*», que l'ouvrier ne doit pas travailler comme «*salarié*», que «*la propriété privée doit être abolie*», que «*la terre doit être reconnue propriété de tous*»; et la masse qui les suivait en grand nombre répétait, comme argument, l'ancien dicton des paysans révoltés (1831): «*Quand Adam bêchait et qu'Ève filait, qui donc était le gentilhomme? - When Adam delved and Eve span, who was then the gentleman?*».

Les aspirations populaires vers la justice et l'équité sociales, si bien formulées pendant les guerres de la Réforme et de la révolution en Angleterre, ont été noyées dans le sang des révoltés. Durant plus d'un siècle et demi, jusqu'à la grande Révolution française, aucune manifestation de ce genre n'eut lieu en Europe. Une chose intéressante à noter, c'est que les écrivains, même de grande renommée, qui, après Thomas Morus, s'occupèrent de questions sociales avant la Révolution, ne purent concevoir une société telle que la récla-

(10) Alexandre Weill, *L'Histoire de la Guerre des Anabaptistes*, Paris, 1874, pp.92-94.

maient les anabaptistes, «*les levellers*», Thomas Muntzer et autres. Ni Mably, ni Rousseau n'arrivèrent à une conception aussi concrète et nette d'une société libre, solidaire et communiste, où serait inscrit comme base de l'éthique sociale: «*Nul ne peut gouverner ni se laisser gouverner par la force*». Il fallut que le peuple se soulevât contre l'esclavage et l'oppression, qu'il démolît l'ancien régime pour que les honnêtes gens possassent de nouveau le problème social.

Tous nos lecteurs connaissent, sans doute, quel rôle important joua l'initiative populaire avant et pendant la grande Révolution. Le peuple détruisait les octrois, chassait les percepteurs, incendiait les châteaux des seigneurs. Avant que Montmorency, Al. Lameth et autres, dans la nuit du 4 août, renonçassent à leurs privilèges seigneuriaux, le peuple «*souverain*», comme on disait alors, brûlait leurs châteaux, et leurs documents. Le peuple n'avait pas plus d'égards envers les accapareurs de la bourgeoisie, qu'il accrochait aux lanternes, comme le prévôt des marchands Flesselles, à Paris. Brisant le trône, démolissant la Bastille, expropriant la noblesse et l'Église, le peuple acclamait la République, cette Marianne qui devait réaliser ses rêves d'équité sociale et de liberté civique. Aussi la république prit-elle comme devise: «*Liberté, Égalité, Fraternité*», et, dans la *Déclaration des droits de l'Homme*, a-t-on reconnu le droit sacré de la révolte.

Mais toutes ces belles formules restèrent creuses et ne donnèrent presque rien au peuple au point de vue politique, et absolument rien au point de vue économique et social. Les terres de la noblesse et de l'Église, séquestrées au nom du peuple «*souverain*», furent vendues aux enchères, et certainement ce n'étaient pas les pauvres, la grande masse révolutionnaire, qui achetèrent les biens conquis par eux. De même au point de vue national et communal: au lieu de créer l'organisation d'une vie communale indépendante et autonome, au lieu de provoquer l'esprit d'association et d'initiative populaire, la *Convention*, dominée par les *Jacobins*, prohibait toute association privée, guillotina tout fédéraliste, et, proclamant «*la République une et indivisible*», inaugurait ce système abominable de centralisation qui paralyse jusqu'à nos jours la vie publique et intellectuelle de province. Paris concentra tout: l'administration, la science, la littérature. Tandis qu'en Allemagne, en Suisse, en Angleterre et ailleurs, la vie communale et municipale se maintient malgré l'ingérence du pouvoir central et de la bureaucratie, en France, les bureaux des ministères et des préfectures, stupides, rapaces, innombrables et tout-puissants, dirigent toutes les affaires du pays. Tandis qu'en Allemagne fleurissent 32 universités, et que chaque ville de province importante possède une presse nombreuse, les facultés universitaires en France végétaient naguère d'une vie somnolente; des villes grandes et riches comme Marseille, Bordeaux, Lyon ne possédaient pas un journal qu'on pût comparer, non pas même aux journaux de province anglais, suisses et allemands, mais aux journaux de Kiev, de Kharkof, d'Odessa en Russie. Oui, Paris a concentré la vie intellectuelle. Les bureaux de ses ministères accaparent l'initiative et la vie sociale de province.

Par le fait de ce cancer qui paralyse la vie politique, sociale et intellectuelle du pays, n'importe quel bandit politique, n'importe quel criminel parvenant au pouvoir pouvait accomplir avec la plus grande facilité un coup-d'État à Paris, et devenir le maître absolu de la France entière. Le premier gredin venu, Bonaparte le consul, n'avait que peu d'efforts à faire pour s'emparer de l'héritage des *Jacobins*. Il fallut encore moins de courage et de capacité aux scélérats dépravés du 2 *Décembre*. Et de nos jours, la France court vers un troisième coup-d'État (*). Il paraît que l'association Esterhazy, Rochefort, Drumont et C^{ie}, faute d'un Boulanger, veut imposer à la France la dictature de l'état-major, qui se distingua par la vente, avec l'autorisation d'Esterhazy, aux ennemis du pays, de secrets relatifs à sa défense. Un pareil titre manquait même aux brigands du 2 *Décembre*, qui commencèrent par la mitraillade des femmes et des enfants, par la proscription en masse, et finirent par Metz et par Sedan.

A quels déshonneurs mèneront-ils la France, tous ces vendeurs de *papiers* (**)? Il est difficile de le prévoir. Mais qu'ils puissent réussir dans leur entreprise, on ne peut en douter, car la centralisation avec toutes ses abominations fleurit et se perfectionne de plus en plus.

Plus le gouvernement révolutionnaire s'organisait, plus les gens sincères, plus les défenseurs ardents et dévoués de la République étaient forcés de reconnaître que le peuple héroïque souffrait de la même misère qu'avant la Révolution. Le peuple aussi ne tarda pas à comprendre qu'il avait conquis pour lui la liberté de crever de faim, une égalité de déshérités, une fraternité de forçats militaires. Aussi demeura-t-il tranquille quand les derniers jacobins de la Convention l'appelèrent à leur secours contre la réaction. Ce peuple de

(*) Allusion vraisemblable à l'éventualité, en ce temps-là, d'un coup-d'État «*post-boulangiste*» au moment de «*l'Affaire Dreyfus*». (Note A.M.).

(**) Allusion au fait que Rochefort et Drumont possédaient chacun un titre de presse. (Note A.M.).

Paris, si héroïque quand il croyait que la République, cette Marianne chérie, allait réaliser ses aspirations d'équité sociale, ne bougeait plus alors.

Ceux d'entre les républicains qui avaient défendu ses intérêts, comme Hébert et ses amis, avaient été guillotins par ces mêmes hommes qui maintenant appelaient à la défense de la République. Il était trop tard...

C'est juste à cette époque et sous l'influence du complet écroulement des espérances de réformes économiques, que Babeuf, Darthé, Buonarotti et autres conçurent la nécessité d'une autre révolution, basée sur les réelles revendications populaires. Dès qu'ils eurent posé la question relative aux causes de la misère populaire sous la république, malgré la devise *Liberté, Égalité, Fraternité*, ils ne tardèrent pas à arriver aux mêmes formules que plus tard l'*Internationale*, et auparavant les anabaptistes et les *levellers*.

Buonarotti nous raconte (11) avec une simplicité touchante l'histoire de la conspiration, son origine, son but et sa défaite. En parlant des conditions économiques du peuple, de 1791 jusqu'à 1797, il rend responsable de la misère et de la souffrance qu'on endurait: le gouvernement révolutionnaire.

«La faute de ceux qui figurèrent sur la scène de la révolution, fut de borner leurs efforts à faire prévaloir un ordre de gouvernement sur un autre sans trop s'occuper du sort de ceux en faveur de qui tout gouvernement légitime doit exister..

Jamais la masse du peuple n'est parvenue au degré de d'instruction et d'indépendance nécessaire pour l'exercice des droits politiques» (p.48).

«Quant à la cause... on la trouvait dans l'inégalité des fortunes et des conditions, et, en dernière analyse, dans la propriété individuelle» (p.49).

Les Égaux: «ne balançaient pas à signaler la propriété individuelle comme la source principale de tous les maux qui pèsent sur la société» (p.47).

Ici, comme dans les considérants des statuts de l'*Internationale*, les *Égaux* ont conclu que le but principal de l'action doit être l'émancipation économique des producteurs, du peuple. Aussi leur conception de la révolution sociale est-elle bien différente de celle des démocrates-parlementaires, qui veulent bien que le peuple renverse le gouvernement politique, mais qui estiment que si le peuple touchait à l'ordre économique existant, il y aurait sacrilège contre leur credo *«scientifique»*. Babeuf, Buonarotti et leurs amis décidèrent que: *«... le comité insurrectionnel publierait pendant l'insurrection deux arrêtés en vertu desquels les pauvres seraient immédiatement habillés aux frais de la République et logés le même jour dans les maisons des riches, à qui on aurait laissé que le logement indispensable»* (pp.30-131).

C'est déjà l'anarchie complète, car c'est nous, les anarchistes qui prêchons que le peuple, de sa propre initiative, doit prendre en possession commune toutes les richesses existantes, sans qu'il ait besoin de l'autorisation des blagueurs prétentieux se révélant députés scientifiquement ignorants...

On connaît le dénouement de la conspiration. Arrêtés et traînés devant le tribunal, Babeuf et ses amis, avec un courage sublime, accusèrent l'ordre et le gouvernement des riches pour les riches, et revendiquèrent leurs principes communistes et égalitaires. Babeuf, comme un Romain de la meilleure époque de la République, se poignarda devant le tribunal. Buonarotti, après de longues années d'enfermement, fut banni de France, publia à Londres (1828) ses mémoires, et puis s'installa à Bruxelles, où il prêcha le socialisme à la jeunesse. Les Belges, avec raison, le regardent comme le premier pionnier du socialisme dans leur pays.

Troisième partie: Socialisme anglais; Adam Smith, W. Godwin.

De la même époque que la conspiration de Babeuf et des *«Égaux»* date l'origine du socialisme et du mouvement ouvrier en Angleterre. Les idées communistes de différentes sectes religieuses et les revendications populaires du temps de la *Réformation*, des ouvrages comme *l'Utopie*, de Thomas Morus, *Oceana*, de Harrington, avaient semé leurs germes dans la conscience nationale, et l'on trouve chez beaucoup

(11) *Histoire de la conspiration pour l'Égalité, dite de Babeuf*, Paris, 1850.

d'écrivains anglais des dix-septième et dix-huitième siècles les traces d'aspirations émancipatrices et humanitaires.

Mais le livre qui exerça l'influence la plus décisive sur la formation de la conception moderne du socialisme fut celui d'Adam Smith: *Recherches sur les richesses des nations*.

Chose remarquable, Adam Smith n'était ni communiste dans le sens de Thomas Morus, ni socialiste dans le sens actuel. Ce ne fut pas non plus comme réformateur pratique qu'il provoqua l'intérêt pour la question sociale en Angleterre. Non. Ami sincère du peuple et désireux de son bien-être, il était néanmoins bien éloigné de ce qu'on appelle les «*idées subversives*». En sa qualité de philosophe et de chercheur de vérité, il démontra que: «*le travail est la mesure réelle de la valeur*», que c'est lui qui crée toutes les richesses, et que tous ces messieurs, les rois, les ministres, les prêtres, les militaires, etc..., malgré leurs «*fonctions honorables*», sont *improductifs*. Plus loin, il constata que dans une société, moindre est le nombre de ces «*honorables*», plus la société prospère.

Certainement ce ne fut pas Adam Smith qui découvrit ces vérités fondamentales de la vie sociale. Le peuple disait depuis le commencement de l'histoire que tous ces «*honorables*» se nourrissent de sa chair et sucent son sang. Mais, chaque fois, les «*honorables*» parasites supprimaient la philosophie populaire; ils auraient supprimé aussi volontiers les constatations d'Adam Smith; mais le père de l'économie politique s'exprimait en termes si modérés, avec tant de bonhomie qu'on n'osa pas trop le contredire. Et puis, de ces formules abstraites, ni l'auteur, ni ses disciples ne faisaient d'application pratique et immédiate. Les applications à la vie sociale des lois d'Adam Smith, c'est la génération nouvelle, la jeunesse qui se nourrit de ses ouvrages de génie qui essaie de les faire. Parmi ces jeunes auteurs, la première place appartient à William Godwin, qui, dans son ouvrage célèbre: *Recherches sur la Justice politique* (1795), tint un tout autre langage.

Puisque c'est le travail qui crée toutes les richesses, la justice politique, selon Godwin, oblige la société à garantir le bien-être à ceux qui travaillent et produisent, au peuple producteur en général. Contrairement à cette justice, le peuple, le producteur était dépourvu des moindres garanties sociales et politiques, traînait une vie misérable, écrasé par un travail de quinze et de seize heures. D'un autre côté, si les «*honorables*» de la société sont improductifs, en raison de quelle justice est-ce eux qui accaparent et gaspillent les richesses produites par le peuple affamé? Auraient-ils une raison d'être dans une société basée sur la vraie justice? L'homme de grand courage moral, le penseur très conséquent qu'était Godwin, ne tarda pas à indiquer les vraies causes de la misère et les remèdes efficaces pour faire triompher la justice dans les relations sociales. Sa critique humanitaire est implacable pour toutes les institutions et les préjugés politiques, sociaux et religieux. Il nie aussi bien les superstitions religieuses et morales de la société capitaliste que l'organisation politique autoritaire. La société autonome, organisée sur une base d'égalité économique, l'individu libre dans ses relations individuelles et sociales, l'absence de toute réglementation gouvernementale, tel est son idéal.

L'histoire de son temps nous témoigne que l'influence de Godwin fut grande sur les ouvriers et la jeunesse. Ses idées ont inspiré entre autres le plus grand poète lyrique des temps modernes, Percy Shelley, qui, athée et révolutionnaire, brava le conventionnalisme anglais et vécut pendant des années en union libre avec Mary Godwin, la fille du philosophe.

Surtout l'ouvrage de Mary Wollstonecraft, la noble et courageuse femme de Godwin et la mère de la femme du poète exerça une grande influence sur lui. Il n'y a rien d'étonnant qu'une femme d'une telle intelligence et d'un tel courage moral provoquât l'admiration du poète. D'après la biographie (12) de cette femme remarquable, elle était la première à braver tout conventionnalisme dans la vie privée, à combattre l'oppression sociale de la femme, à revendiquer dans son ouvrage passionné les droits méconnus de son sexe. Shelley n'a pas connu sa belle-mère personnellement. Mais si profonde était son admiration pour la pureté de son caractère et pour ses idées élevées, qu'il la chanta sous le nom de *Cynthia* dans sa «*Révolution de l'Islam*».

Par l'intermédiaire de Shelley, les idées révolutionnaires et la sympathie pour le peuple et les opprimés se reflétèrent aussi dans la poésie de Byron, qui, en pleine séance de la *Chambre des lords*, jeta, en 1812, cette accusation: «*J'ai traversé les champs de bataille en Espagne; j'ai vu quelques provinces turques des plus opprimées; mais jamais je n'ai vu une misère aussi noire que celle d'un pays chrétien (l'Angleterre)*». Il

(12) Emma Bauschenbusch-Clough, «A study of Mary Wollstonecraft and The rights of Woman», London, 1898.

fallait un grand courage civique et moral pour rompre si délibérément en Angleterre dans un temps de réaction à outrance, comme le firent Godwin et ses amis. Courageux, ils l'étaient; mais leur action ne dépassait pas les milieux littéraires et éthiques. L'homme qui, le premier, agit en rénovateur et en organisateur socialiste parmi les «*créateurs des richesses*», c'est-à-dire parmi les ouvriers, fut aussi un des disciples de Godwin. Robert Owen, si justement considéré comme le fondateur du mouvement communiste, trade-unioniste et coopératif, l'initiateur de la législation protectrice du travail, de l'instruction intégrale obligatoire, laïque et démocratique.

Avant d'esquisser la vie de Robert Owen (1791-1858) et sa longue carrière d'agitateur, je tâcherai de donner une idée des conditions économiques et sociales de la classe ouvrière en Angleterre, de cette misère noire qui indigna tant lord Byron.

Quatrième partie: L'esclavage industriel et le mouvement ouvrier.

L'industrie moderne fut inaugurée en Angleterre et l'ouvrier anglais eut à subir le premier l'esclavage de l'usine, écrasé par un travail de seize et de dix-huit heures par jour avec un salaire à peine suffisant pour se nourrir de pain et de *porridge* (soupe épaisse d'avoine). Surtout les femmes et les enfants furent les victimes de ce nouveau mode de production et d'exploitation du travail humain. La fabrique à vapeur qui se créa vers la fin du dernier siècle était un vrai bagne, au sens exact du mot. Seulement les détenus étaient des enfants innocents, âgés de cinq et de six ans.

Déjà en 1795, le docteur Aikin, de Manchester, constatait que dans les fabriques: «*On employait des enfants ramassés partout, et souvent à des centaines de mille, loin de leurs parents. Transportés en masse dans les fabriques, ils étaient enfermés le jour en des casernes sales et dépourvues de meubles et des moindres commodités. On les divisait en deux parties: l'une travaillait quand l'autre dormait. Réveillés par les coups de leurs surveillants, les pauvres enfants cédaient leurs places à ceux qui venaient de finir leur travail de seize et de dix-huit heures! Et toute leur vie se partageait entre la fabrique, où ils travaillaient sous les coups de fouet de geôliers cruels, et leur dortoir, prison où on les enfermait pour six ou sept heures de repos*».

M. H. Gibbins, dans son ouvrage *English Social Reformers* (1892), nous donne une description navrante de cet esclavage, constaté par les commissions d'enquête parlementaire et par des centaines de témoins de l'époque:

«*Les fabricants s'entendaient avec les inspecteurs de l'administration chargés de la protection des pauvres, pour un nombre voulu d'enfants, et, le jour fixé d'avance, on faisait l'inspection et le choix des futurs apprentis... Souvent le contrat ne se faisait pas directement avec le fabricant, mais avec un entrepreneur intermédiaire, et si ce dernier n'avait pas vendu d'avance ses esclaves blancs, ceux-ci étaient emprisonnés dans des caves, à Manchester ou ailleurs, jusqu'à ce que quelque fabricant se présentât pour en acheter. Une fois dans la fabrique, l'esclavage de ces malheureux devenait perpétuel... Ils étaient nourris, ou plutôt torturés par la faim, et il leur arrivait souvent de disputer leur nourriture aux cochons de leur patron. Ils travaillaient seize et dix-huit heures et même plus... Quelquefois ils essayaient de se sauver... Rattrapés et ramenés à la fabrique, on les enchaînait; on enchaînait même les jeunes filles soupçonnées d'avoir l'intention de s'évader. Elles portaient leurs chaînes pendant le travail, elles les portaient jour et nuit. Cruelles étaient leurs punitions pour la moindre faute pendant le travail. Souvent la punition n'était suspendue que par la mort de la victime*». - «*Dans toutes les branches de l'industrie nous rencontrons les mêmes conditions horribles. Chez les couteliers, à Sheffield, chez les potiers, dans les fabriques du Lancashire et du Yorkshire, l'esclavage, la cruauté, le vice et l'ignorance régnèrent sans frein*». - «*On constata, en 1842, qu'une grande partie des mineurs engagés dans les travaux souterrains avaient moins de treize ans, et beaucoup d'entre eux avaient commencé à travailler à l'âge de huit, quelques-uns à cinq et même quatre ans... Souvent ils restaient dans les mines la semaine entière, ne montant au jour que le dimanche. Les femmes, les jeunes filles et les garçons transportaient le charbon dans de petits wagonnets, en rampant sur les genoux dans des couloirs étroits et humides*».

«*Les enfants travaillaient comme les animaux, ils étaient harnachés régulièrement avec des courroies. Épuisés, abattus, ces malheureux peinaient souvent trente-six heures sans interruption. Les mineurs travail-*

laient tout nus, assistés par des jeunes filles et des jeunes femmes, elles-mêmes aussi presque nues, car elles ne portaient qu'une sorte de caleçon».

Cet esclavage atroce exista pendant tout un demi-siècle. Il fallut l'agitation et les efforts d'une génération d'hommes courageux et dévoués à la cause populaire pour arrêter son développement menaçant. Heureusement les hommes honnêtes de différentes conditions sociales élevèrent leur voix indignée contre ce péril national. L'ouvrier et l'industriel, le prêtre et le libre penseur, le savant et l'ignorant commencèrent à s'unir pour combattre cette peste sociale. En 1790, un comité d'enquête sur les conditions économiques et d'hygiène des ouvriers fut organisé à Manchester; des comités et des enquêtes semblables surgirent dans les autres centres industriels; le Parlement fut saisi de différentes propositions et, en 1802, Robert Peel fit passer la première loi réglant le travail des femmes et des enfants. La loi était barbare, car elle fixait la durée du travail à douze heures par jour. Mais c'était un commencement. Des mesures réglementaires se suivirent (1808, 1816, 1817, 1832, 1847, etc...). Gomme à l'ordinaire et comme partout, les classes dirigeantes et le gouvernement cédèrent aux réclamations de l'opinion publique, parce que la masse populaire se remuait partout et que les émeutes se succédaient.

Le premier mouvement, connu sous le nom de mouvement des «*Luddistes*» (1816), se produisit non seulement en Angleterre, mais aussi en Écosse et en Irlande. Les émeutiers détruisaient les usines et surtout les machines, ces symboles de leur esclavage. La même année eurent lieu des émeutes à Londres (Spa Fields), à Manchester (Blanketeers), à Nottingham; en 1819, les ouvriers de provinces industrielles se soulevèrent en réclamant la diminution des heures de travail et l'augmentation du salaire. Dans des meetings populaires, à Manchester, le peuple (60.000 hommes et femmes) fut assailli par les troupes et plusieurs centaines de tués et de blessés jonchèrent le sol. Un cri unanime d'indignation retentit de tous côtés. Le grand poète Shelley chanta les victimes, Byron dans son meilleur poème, *Le Jugement de George III* mit au pilori le vieil idiot couronné.

L'éditeur Richard Carlile (13) fut condamné, la même année, pour son agitation courageuse, à trois ans d'emprisonnement; sa femme lui succéda, mais elle aussi fut condamnée à deux ans de prison. Libéré, Carlile fut presque immédiatement arrêté de nouveau; ce fut alors sa sœur qui le remplaça et qui, à son tour, fut condamnée à deux ans de prison. Non moins courageuse et vigoureuse fut l'agitation que menaient W. Gobbett, mais surtout les socialistes R. Owen, A. Combe, W. Thompson et beaucoup d'autres.

Et telle fut la pression de l'opinion publique surexcitée que le projet de loi connu sous le nom de loi de Strudger fut adopté par le Parlement (1819) dans sa seconde lecture et rejeté seulement par la Chambre des lords. D'après ce projet, les enfants pauvres devaient recevoir l'éducation industrielle et technique aux frais de l'État, qui devait aussi pourvoir à leur entretien complet. Pendant la discussion de cette loi, comme à celle de 1817 (14), on a vu quelle immense influence exerçaient sur la société et sur la masse les idées socialistes et surtout la personnalité sympathique de R. Owen. Ricardo, le «*scientifique*» défenseur du capitalisme, en s'opposant à tous ces projets de réformes, déclara afin de se faire écouter que tout le premier il était un admirateur de R. Owen et de ses idées nobles et humanitaires... Toutefois il le combattait comme utopiste... Les «*scientifiques*» d'aujourd'hui suivent l'exemple de leur précurseur et combattent toute idée socialiste comme utopique.

Malgré les persécutions gouvernementales, malgré l'opposition des lords et des capitalistes, le mouvement se développait de plus en plus, les corps de métiers s'organisaient, les réformateurs et les agitateurs devenaient plus tenaces, plus courageux. Un prêtre, nommé Ostler, consacra toute sa vie à l'amélioration du sort des femmes et des enfants employés en fabrique. Ni persécutions, ni emprisonnement ne l'arrêtèrent dans sa croisade. Un riche tailleur de Charing-Cross, Francis Place, réunit pendant de longues années dans son arrière-boutique les réformateurs, les orateurs populaires, les philosophes et les membres du Parlement, et, de cette arrière-boutique, on dirigeait la campagne populaire et parlementaire. Il ne manquait pas d'hommes de courage défendant aussi la cause populaire dans le Parlement, entre autres le député Sadler, qui obtint du Parlement qu'on nommât une commission d'enquête parlementaire sur les conditions du travail (la commission de Sadler), et qui, en 1832, dans sa défense de son projet de loi sur les dix heures de travail, jeta aux privilégiés de virulentes accusations; il finit son discours par ces mots passionnés: «... *On bat les enfants avec des fouets d'une fabrication spéciale. Oui, les femmes de ce pays, sans distinction*

(13) Il ne faut pas le confondre avec le grand historien Thomas Carlyle, qui, à son tour, défendit les intérêts des opprimés et des exploités dans ses ouvrages si étrangement beaux et spirituels (Voir *Chartism, Past and Present*, et autres).

(14) *Nouvelle loi sur l'entretien des pauvres* - A ce propos, le lecteur voit quel mensonge répandent les élèves d'Engels en affirmant que ce fut leur maître, (né en 1819) qui, le premier, recommanda la législation ouvrière.

d'âge, sont battues, battues comme des esclaves sur votre libre marché du travail! Les malheureuses sont fouettées devant leurs compagnes de misère... je vous le dis, elles sont fouettées comme des chiens. Nous parlons avec horreur de l'emploi du fouet dans les Indes: montrons ce soir les mêmes sentiments d'indignation contre l'emploi du fouet dans nos fabriques anglaises».

Cinquième partie: Robert OWEN (1771 - 1858).

Nous avons vu que la législation soi-disant ouvrière date de 1802, et qu'elle fut toujours recommandée et pratiquée par les hommes d'État, par les savants, les publicistes, aussi bien que par les agitateurs populaires et par le peuple lui-même dans ses meetings et pendant les émeutes assez nombreuses. Selon la terminologie bizarre de nos jours, on serait disposé à croire que les Robert Peel, Melbourne, Sadler, Ostler et tant d'autres étaient des socialistes. Car les députés social-démocrates de tous les pays s'efforcent de persuader les ouvriers que le mot socialisme ne signifie autre chose que diverses réglementations contre les heures de travail, l'assurance contre les accidents, la caisse pour la vieillesse, etc...

Tout autre était la conception du socialisme chez les braves gens qui, les premiers, se servirent des termes «*socialisme*», «*socialiste*», «*plus-value*», «*question sociale*», «*intérêt de la classe ouvrière*». D'abord les hommes d'État eux-mêmes, en introduisant les différents projets de lois, définissaient bien leur but et les motifs de leurs actes. Par exemple, en 1819, pendant la grande agitation et les émeutes populaires, le duc de Kent (père de la reine Victoria), en ouvrant un meeting qu'il présidait, s'exprima en ces termes: «... *Qui sait si la sauvegarde de l'Empire britannique ne dépend pas de mesures d'amélioration immédiate des conditions matérielles de la classe ouvrière?...*». Pour exposer ces mesures immédiates, le duc donna la parole à R. Owen. Et ce dernier parla sur ces améliorations, car durant toute sa longue et noble carrière d'agitateur il aidait tout le monde et par tous les moyens essayait d'accomplir au profit du peuple tout ce qui de près ou de loin lui paraissait utile. Mais ce que lui et ses amis pensaient de ces améliorations, on le voit bien dans l'ouvrage de son ami intime W. Thomson (15). Justement, il fait une bien longue analyse de différentes réformes proposées, à savoir: réformes politiques par les institutions représentatives; abolition de l'impôt sur le pain; assurance ouvrière contre les accidents du travail; association entre l'ouvrier et le patron, et en conclusion, il dit:

«... De toutes ces réformes, sans exception, on peut dire qu'elles sont utiles pour alléger un peu la misère à laquelle sont exposées les masses productrices. Mais, d'un autre côté, on peut dire aussi qu'elles ne sont toutes que palliatives et qu'aucune d'elles ne touche directement à la cause fondamentale qui, dans l'état actuel de l'humanité, retarde et même rend impossible l'acquisition du bien-être social et individuel» (pp.39-40).

Après avoir prouvé que la base de la justice sociale doit être le principe du droit de chacun sur le produit entier de son travail (y compris la plus-value), Thompson nous montre de qui les socialistes de l'époque attendaient la solution de la question sociale: «*Les producteurs, qu'on ne consultait jamais pour la réglementation de leur sort, commencent à étudier eux-mêmes leurs intérêts et à comprendre leur rôle important; bientôt ils vont parler à haute voix... et dorénavant eux seuls régleront les affaires de l'humanité, qui constituent essentiellement leurs propres affaires*» (p.41).

Cette admirable affirmation de W. Thompson est répétée mot par mot dans les considérants de la déclaration de l'*Internationale*. Aussi catégorique et claire était la déclaration de R. Owen, le 5 décembre 1833, dans un grand meeting populaire. «*Le travail, disait-il, est la source de la richesse et elle pourra rester dans les mains des ouvriers lorsque ceux-ci s'entendront à cet effet*». Comprenant si bien le caractère plutôt palliatif qu'efficace d'une législation ouvrière et de toute amélioration partielle, Robert Owen et ses amis n'en étaient pas moins très actifs pendant l'agitation pour la réforme réclamée, et dans la plupart des cas l'initiative d'agitation leur appartenait. Libre de doctrinarisme, véritable expression du génie pratique de sa nation, il saisissait toutes les occasions pour réveiller l'opinion publique, pour provoquer le groupement, l'entente dans la classe ouvrière. Nous verrons tout de suite quel travail colossal était accompli par les socialistes anglais durant la première moitié de notre siècle, mais nous sommes obligés de reconnaître que jamais

(15) *Labor Rewarded* (1827). Dans les pages 98-99, il raconte comment il était devenu, sous l'influence d'Owen, le partisan du communisme autonome et mutualiste. En son ouvrage remarquable: *Social Science* (1824-27), il traita le premier de la «*surplus-value*».

ils n'ont cru que leurs entreprises législatives, ou pratiques, comme les trade-unions, la coopération et les marchés d'échange, constituent le socialisme.

Fils d'un pauvre sellier du pays de Galles, R. Owen était obligé, dès l'âge de dix ans, de gagner sa vie par son travail. Jusqu'à l'âge de dix-neuf ans, nous le voyons sacrifiant tous ses loisirs à un ardent désir de s'instruire. Il lisait tout, en volant les heures de son sommeil, et, jeune homme de vingt et un ans, il était non seulement très instruit, mais il perfectionnait déjà la fabrication des cotonnades et passait pour le meilleur spécialiste dans cette importante industrie qui commençait à se développer à Manchester. Sa renommée grandissant de plus en plus, il était bientôt engagé comme directeur à New-Lanark, fabrique de la compagnie Dale et Arkwright. Encore à Manchester, il se distingua, comme directeur, en traitant ses ouvriers en amis. Engagé chez Dale, il en obtint l'autorisation d'agir avec les ouvriers conformément à son appréciation personnelle. Les ouvriers de New-Lanark étaient mal famés, la fabrique rapportait très peu, et pourtant les ouvriers travaillaient, selon la coutume de l'époque, quinze et seize heures par jour.

Sans entrer dans les détails de cette première démonstration historique, que la productivité du travail humain augmente avec la diminution des heures de travail, et que les conditions solidaires de la vie économique et sociale rendent solidaire aussi chaque être humain, j'indiquerai seulement qu'au bout de la première année la fabrique devint un modèle d'ordre; l'ouvrier travaillait quatre heures de moins par jour, il gagnait plus, se nourrissait mieux qu'ailleurs, et les revenus de la société augmentèrent.

Au commencement, R. Owen rencontra l'opposition de tout le monde, sauf miss Dale, en laquelle il trouvait un soutien ardent et qu'il écouta plus tard. Même les ouvriers étaient contre lui. Mais peu à peu il gagna leur confiance en organisant l'école et le jardin d'enfant, la société coopérative de consommation, la bibliothèque, les cours populaires, la caisse de secours mutuels, en un mot en organisant, sans aucun précédent, tout ce qui constitue la base morale et économique du mouvement ouvrier de notre siècle.

La renommée de ses réformes de pionnier, d'un ordre tout nouveau et si humain, se répandirent dans le monde, et quand, en 1800, devenu associé de la compagnie, R. Owen introduisit si carrément le travail de dix heures ⁽¹⁶⁾, l'éducation rationnelle et l'administration des travaux par les ouvriers eux-mêmes, New-Lanark devint un lieu de pèlerinage. D'Angleterre et de différents pays du continent venaient des visiteurs pour voir cette fabrique légendaire, ces écoles et jardins d'enfants, ces ouvriers autonomes, son gérant réformateur. Les écrivains et hommes politiques, les ambassadeurs, les dames mondaines, les membres des familles régnantes y passèrent. Chacun de ces visiteurs avait ses appréciations personnelles, mais tous comprenaient bien qu'ils assistaient à un nouveau point de départ dans la vie sociale... Seulement ils ne prévoyaient pas que les essais de R. Owen, une fois adoptés par le peuple, allaient devenir un moyen puissant d'organisation et d'agitation ouvrière. Jusqu'en 1828 New-Lanark prospéra. Owen attira les sympathies et même la participation financière de Bentham, de Ricardo et d'autres hommes marquants; il lia des relations intimes avec tous les hommes avancés de l'époque.

Sous son influence, les premiers journaux ouvriers parurent à Glasgow, Edimbourg et ailleurs. On commença d'ouvrir des écoles primaires. Quand le pédagogue Bell proposa sa méthode d'instruction mutuelle, Owen lui fournit les fonds (25.000fr.); il en proposa autant pour les écoles du système Lancaster, mais en donna seulement la moitié, parce que l'administration stupide ne voulut pas recevoir les enfants d'autre religion que le culte anglican. Souvent on voulut voir une simple philanthropie dans ces largesses d'Owen pour l'instruction populaire. C'est une erreur. Il avait tout un système élaboré d'instruction primaire, c'est lui qui inspira Strudge, c'est lui qui élaborait le type d'école normale, c'est sous son influence que la Prusse adopta l'instruction obligatoire. Pouvait-il, en homme essentiellement pratique, agir autrement comme initiateur du mouvement socialiste? La richesse sociale de l'humanité consiste en deux éléments: richesse matérielle et richesse intellectuelle. Le socialisme réclame le droit pour tous à la jouissance de ces richesses, créées pour l'humanité entière. Autant que de nos jours les «*honorables improductifs*» s'opposent aux droits des producteurs sur les richesses matérielles, autant au commencement de ce siècle les «*honorables*» s'opposaient à l'instruction populaire. En détruisant les préjugés néfastes des oppresseurs contre l'instruction, R. Owen et nos pères ont rendu un immense service à l'émancipation sociale. A présent, tout le monde voit que, plus la nation est éclairée, plus elle prospère; plus l'instruction est répandue dans le peuple, plus la vie devient agréable et multiforme. Le despote russe et l'assassin couronné de Turquie se vantent d'être les amis de l'instruction. Quand nous réussirons à détruire les préjugés économiques, quand la production, la consommation communistes s'imposeront aux nations, alors aussi tout le monde se dira partisan du communisme, car même à présent, avec les moyens de production que nous possédons, l'humanité libre, éclairée

(16) Encore de nos jours, en Allemagne, les heures de travail dépassent ce chiffre de dix heures.

rée et solidaire, serait capable de réaliser un tel bien-être qu'il dépasserait les rêves les plus fantastiques... Alors tout le monde comprendra la grandeur d'esprit pratique de l'initiateur qui indiqua la direction à suivre pour la lutte économique et détruisit les préjugés de l'obscurantisme. Il est remarquable que, dans l'*Internationale* aussi, la fraction socialiste la plus avancée s'occupa beaucoup d'instruction intégrale: nos amis Ch. Robin, James Guillaume sont les représentants de cette fraction.

Sixième partie: Mouvement ouvrier et chartisme (1832-1848).

Pas plus que de la condition misérable du peuple anglais au commencement de ce siècle, la génération actuelle ne peut se faire une idée du despotisme qui régna, dans tous les pays européens, pendant la Restauration. Épuisée par les guerres de la Révolution et surtout de l'Empire, la France était livrée aux jésuites par la réaction. L'Italie, démembrée par le *Congrès de Vienne*, agonisait sous l'oppression autrichienne. En Allemagne, comme en Espagne, la moindre manifestation de la vie intellectuelle était poursuivie et réprimée... C'était l'époque de la «*Sainte Alliance*», odieuse ligue des despotes et des obscurantistes contre la science, contre le peuple.

L'Angleterre, il est vrai, n'adhéra pas à l'abominable ligue imaginée par Metternich. Mais l'esprit de réaction n'y domina pas moins. Le peuple, l'ouvrier anglais, malgré la *Grande charte*, arrachée au despotisme du moyen âge, ne possédait pas encore, en fait, les droits du citoyen: il ne pouvait publier aucun journal sans payer 40 centimes de timbre par exemplaire; il ne pouvait pas non plus discuter les conditions de sa vie d'esclave industriel sans risquer d'être déporté en Australie.

D'après la constitution, le marché du travail était libre, mais s'il arrivait que les ouvriers se concertassent entre eux, soit pour la diminution des heures de travail, soit pour l'augmentation du salaire, ils étaient condamnés comme conspirateurs. Tout ouvrier accusé d'avoir pris l'initiative d'une entente quelconque était passible, d'après l'infâme «*Conspiracy Act*», des travaux forcés et de la déportation. Oui, on les condamnait, on les déportait pour une simple tentative d'organisation, qu'il s'agît d'une société ou d'une grève, si modeste, fût-elle. Tandis qu'à Sheffield on condamnait à dix ans de travaux forcés l'ouvrier Drury et ses camarades, cinq fileurs de Glasgow encouraient chacun sept années de la même peine. En 1834, des ouvriers de Dorchester étaient punis de la déportation en Australie.

Cette dernière condamnation souleva l'indignation des hommes indépendants, dans toutes les classes de la société. Une pétition en faveur des ouvriers frappés circula dans le pays, et en peu de temps on recueillit 266.000 signatures. Le 21 mars 1834, une première manifestation était organisée à Londres par les corps de métiers. On comptait jusqu'à 400.000 manifestants. Une procession de 50.000 hommes se dirigea vers le ministère. Là, une députation, conduite par R. Owen, remit la pétition à lord Melbourne. La grande masse des manifestants se composait simplement de mécontents. Il y avait, entre autres, des partisans de la réforme électorale et de l'abolition de l'impôt sur le pain, de la liberté de la presse, du droit d'association, de l'instruction obligatoire, etc... C'étaient ceux qui devaient former plus tard l'armée du chartisme.

Mais l'âme du mouvement c'était, selon le témoignage des journaux de l'époque, le socialisme oweniste. Les idées communistes, athéistes et sécularistes en général, l'émancipation de la femme et la négation du mariage légal, qui choquèrent tant la bourgeoisie et le clergé, avaient, en effet, acquis une telle influence sur la classe ouvrière que, selon la *Westminster Review* (1889), ces principes constituaient le vrai credo d'un grand parti parmi eux (17). Cette constatation de la savante revue nous explique le fait, relaté par le *Times*, que deux délégués owenistes, en un seul meeting, à Hull, reçurent plus de mille adhésions nouvelles (18). Pour nous, qui connaissons à présent l'activité des owenistes dans tous les mouvements populaires depuis le commencement de ce siècle, soit en vue de la législation ouvrière, soit en vue de l'instruction démocratique et intégrale, mais surtout dans la propagande du vrai socialisme et des idées d'émancipation... pour nous, dis-je, il n'y a rien d'étonnant à ce que les ouvriers aient eu tant de confiance dans les socialistes de l'époque en général et dans R. Owen en particulier.

Il suffit d'un court aperçu sur les différentes organisations ouvrières de 1832 à 1876, pour comprendre

(17) T. Kirkup, *A History of Socialism*, London, 1892, p.64.

(18) S. Webb, *History of Trade-unionism*, London, 1893. Voir en général les pages 116 à 121.

quel service rendirent à l'humanité les socialistes owenistes. En véritables agitateurs, ils se mêlèrent à tous les mouvements populaires. En cela ils se distinguèrent des socialistes français de l'école de Saint-Simon et de celle de Fourier. Ces derniers publiaient des recherches théoriques - très humanitaires, comme nous verrons. Les socialistes anglais, au contraire, tout en prêchant que la délivrance de la classe ouvrière sera due seulement à l'abolition de la propriété privée, de l'exploitation de l'homme par l'homme et par la société, à l'émancipation complète de la conscience humaine, délivrée de tous les préjugés religieux, éthiques et sociaux; tout en affirmant que la justice sociale sera réalisée seulement quand le producteur deviendra le maître absolu de son produit, y compris la surplus-value (19); tout en concevant avec une clarté admirable l'idéal et les formules socialistes, les socialistes anglais, je le répète, furent les vrais promoteurs et se firent les interprètes des réclamations partielles du peuple.

Les socialistes anglais, surtout R. Owen, ont pris une part active aux travaux parlementaires de 1802, 1815, 1817, 1819 (20), 1832, 1834-36. En 1815, ils organisèrent le *Comité des dix heures de travail*, et après que les modérés eurent inscrit les dix heures dans leur programme politique, en 1832, pendant leur grande agitation, ils organisèrent le *Comité des huit heures et du minimum de salaire*. Pour réveiller l'initiative ouvrière, ils ont inauguré le mouvement coopératif de production et de consommation, qui de nos jours unit plus d'un million de producteurs faisant comme affaires annuelles, les corporations de production pour 97 millions de francs, et celles de consommation pour 1.025.000.000 de francs!

En 1831, ils organisèrent à Birmingham la maison du peuple avec la bibliothèque, l'école et le cours populaires; l'année suivante, ils établirent la bourse d'échange socialiste sous le titre: «*National equitable Exchange of labour*». Lloyd Jones (21) reproduit la gravure du chèque. C'est le «*bon de travail*» des collectivistes de nos jours et de la «*Banque du peuple*» de Proudhon. Ce bon du «*Birmingham Branch*» établi en 1833, vaut une heure de travail. Il porte les signatures de Robert Owen, *governar*, Woolfield, *director*.

Ce sont surtout leurs organisations de propagande et d'action populaire qui étonnent tous les historiens de l'époque (Booth, Kirkup, Gibbins, Webb, Lloyd, Holyoak, Brentano). En 1833, quand ils créèrent la fédération de toutes les organisations locales sous le titre d'«*Union générale des classes productrices*», on comptait plus de 500.000 membres. Parmi les sociétés y adhérentes nous voyons: «*L'Union des laboureurs*», «*L'Union des moissonneurs*», «*L'Union des ouvriers agricoles*». (On voit que ces braves gens n'étaient pas scientifiques et ne séparaient pas le village de la ville). Les unions de femmes n'y manquaient pas non plus: «*Les femmes jardinières*», «*L'Union mixte des femmes*», «*Loge des couturières*», «*Loge coopérative des bonnetières*», la «*Grande Loge des femmes de Grande-Bretagne et d'Irlande*», «*Ancient Virgins*». Cette dernière société se distingua par son activité pendant les émeutes d'Oldham en 1834.

Justement vers ce temps le trade-unionisme se développait rapidement. Que le mouvement ait subi l'influence de la propagande socialiste, nous en trouvons les preuves chez l'historien et ministre de l'intérieur Spencer Walpole, qui dit que «*les ouvriers de l'époque étaient socialistes et chartistes*». Nous en trouvons une autre preuve et plus importante encore dans ce fait, que le premier congrès de trade-unions, convoqué en 1833, était présidé par R. Owen. Les social-démocrates sont obligés eux-mêmes de constater que la seconde phase du mouvement chartiste commença vers 1830 et que ses éléments avancés étaient en grande partie sous l'influence de R. Owen. L'organisation qui joua le rôle le plus important dans le chartisme, «*l'Union générale des classes productrices*», se composait presque exclusivement d'owenistes (22).

Tel fut le mouvement ouvrier en Angleterre depuis 1830 jusqu'à 1838. Voilà l'initiative pratique et l'activité que montrèrent alors les agitateurs socialistes et surtout Robert Owen, ce vrai fils du peuple, cette merveilleuse expression du génie populaire.

Il est facile de comprendre pourquoi ses contemporains l'admiraient tant, et pourquoi le grand savant Alfred Wallace écrivait encore en 1895 au congrès de Londres que «*dans ma jeunesse, j'étais disciple et ardent admirateur de R. Owen... De nouveau à présent je retourne à mon premier amour, et je revendique une*

(19) J. Hopkins, A. Combe, W. Thompson, *Poor Man's Guardian*, - *New Mural World* de R. Owen, - et tant d'autres publications.

(20) Dégouté de la politique, dès cette époque, il céda sa place de rapporteur de commission parlementaire à Ostler. En général, Owen ne penchait guère vers la politique et ses honneurs.

(21) Dans son ouvrage *Life, Time and Labour of R. Owen* (Le temps, la vie et l'œuvre de R. Owen).

(22) E. Marx Aveling, *Working Class movement in England*, London, 1895, p.28.

république coopérative et socialiste qui puisse seule guérir les abominations de notre société capitaliste». Nous pouvons aussi comprendre comment l'historien du mouvement coopératif, Holyoake, pouvait dire de lui: «*La mort n'a jamais enlevé un plus grand ami du peuple*»; et le colonel H. Clinton: «*Parmi tous ceux qui respirèrent dans cette vie, R. Owen était l'homme du cœur le plus large, de l'intelligence la plus sage...*».

Oui, il l'était. Enfant du peuple, il agissait avec la sagesse tranquille et la bonhomie du peuple: modeste, simple et doux comme tous les vrais représentants du génie populaire, c'est à lui que conviennent admirablement les paroles de Shakespeare sur Brutus: «*Sa vie était noble; et les éléments en étaient si bien combinés que la nature eut pu dire à l'univers: c'était un homme!*».

Tout en rendant à R. Owen et aux socialistes anglais l'hommage qui leur est dû, nous sommes forcés de constater chez eux une lacune frappante sur le rôle de l'État exploiteur et oppresseur.

Dans la société future, selon eux, l'État doit disparaître, l'humanité solidaire et communiste vivant en une libre entente de communes autonomes. Mais comment l'État, ce défenseur de toutes les abominations de la société capitaliste, s'anéantira-t-il, cédant sa place à un ordre de vie solidaire et autonome, voilà ce qu'ils n'ont pas indiqué. Nous ne trouvons chez eux, non plus, aucune indication sur la méthode et les moyens de le combattre. Pionniers d'une conception nouvelle de la vie sociale, ils consacrèrent toute leur énergie à propager que de l'État et des parlements on obtient seulement des améliorations partielles, des palliatifs; que l'émancipation sociale de la classe ouvrière doit se fonder sur son émancipation économique, et que l'œuvre d'affranchissement sera accomplie seulement par les ouvriers eux-mêmes, car «*dorénavant eux seuls régleront les affaires de l'humanité... devenues leurs propres affaires*». (Voir chap.5, citation de W. Thompson).

Tandis qu'en pleine harmonie avec leurs principes, comme nous l'avons vu, par l'*Internationale* (voir chap.1), les socialistes ont élaboré tout un puissant système de trade-unions, de coopération, de grèves, etc..., pour la lutte économique, ils ne nous ont laissé d'autre part, que je sache, aucune indication sur les moyens de combattre l'État. Pourtant ils se révoltèrent contre l'oppression étatiste. Nous les avons vus à la tête du mouvement contre le «*Conspiracy Act*» et autres abominations politiques. Comment les braves gens qui nient l'État pour l'avenir et combattirent son oppression, n'entreprirent-ils pas de le détruire comme ils essayèrent de détruire l'exploitation économique?

La réponse est toute simple. Contre l'État à cette époque luttèrent les républicains, les radicaux et la bourgeoisie. Puis adversaires du socialisme. Il est vrai que ces partis combattaient seulement telle ou telle forme de gouvernement, tout en glorifiant l'État et le principe d'autorité. En même temps, ils niaient le socialisme, se déclarant contre «*les utopistes*» qui voulaient «*bouleverser l'ordre social, détruire la morale, le mariage et autres institutions sacrées*». Les *Jacobins* en France, les *Carbonari* et la «*Jeune Italie*» (23), la «*Jeune Allemagne*», Carlile, et beaucoup d'autres amis sincères de l'affranchissement politique des nations, condamnèrent l'agitation socialiste. Sauf A. Blanqui et ses amis intimes, tous les révolutionnaires avant 1840 traitèrent les socialistes comme des rêveurs, des modérés. De leur côté les socialistes, jusqu'en 1845, crurent qu'on pourrait résoudre la question sociale sans une lutte révolutionnaire contre l'État. C'est seulement vers 1840-45 qu'on observe chez les socialistes une évolution vers l'action révolutionnaire: les uns, comme Louis Blanc, et après lui F. Lassalle et Marx, se déclarèrent partisans de la conquête du pouvoir pour une législation socialiste; les autres s'affirmèrent les ennemis de l'État et beaucoup plus tard devinrent des révolutionnaires actifs, combattant l'exploitation économique et l'État dans l'ensemble de ses fonctions et de ses organes.

Les premiers - les démocrates-socialistes - prêchent de nos jours l'action paisible et légale. Nous autres, anarchistes, nous, nous sommes, au contraire, unis aux révolutionnaires dans leur lutte contre l'oppression politique. Aux socialistes anglais nous avons emprunté leur idéal de communisme autonome et leurs organisations également autonomes de corps de métiers avec leur lutte économique. Seuls parmi les révolutionnaires, nous sommes, comme dans le temps les *Carbonari* et la «*Jeune Italie*», la bête noire de la réaction politique.. Comme communistes-libertaires, nous avons contre nous aussi la haine implacable de la bourgeoisie, soit démocrate-républicaine, soit social-démocratique...

Plus loin, nous traiterons en détail cette synthèse socialiste-révolutionnaire accomplie par les anarchistes-communistes après la *Commune de Paris* de 1871.

(23) Le noble et héroïque Mazzini, l'âme de ce mouvement, finit par des attaques contre le socialisme et l'*Internationale*. Voir *Théologie politique de Mazzini*, par M. Bakounine.

À l'époque de la grande effervescence ouvrière (1830-1838), les révolutionnaires et les socialistes étaient encore séparés. Tandis que les premiers agitaient la classe ouvrière anglaise au nom de réformes économiques et sociales, les radicaux de toutes classes s'agitaient au nom d'une réforme politique libérale et parlementaire. Leur propagande aboutit à la première réforme électorale (1832). Mais, de même qu'en France, où le peuple ne tarda pas à découvrir que les journées glorieuses de Juillet profitèrent seulement à la bourgeoisie, on put constater la même désillusion en Angleterre. Les initiateurs réussirent, vers 1838, à recommencer l'agitation. Quelques membres du Parlement, quelques radicaux bourgeois et les agitateurs populaires Hetherington, Cobbett, Cleaver, Lovett et autres formulèrent les fameux six points de la charte populaire. Ils réclamaient:

- 1- Le suffrage universel (24);
- 2- Le renouvellement annuel du Parlement;
- 3- Le payement des députés (25);
- 4- Le vote au scrutin;
- 5- Un même nombre d'électeurs pour chaque arrondissement;
- 6- L'abolition du cens pour les candidats.

Comme on voit, la fameuse charte était bien médiocre au point de vue socialiste, elle était purement parlementaire. Nous sommes surpris de ces revendications plus que modestes. Aussi les socialistes de l'époque trouvèrent-ils qu'un tel programme, c'était l'oubli même du socialisme. Mais l'agitation devenait générale et les ouvriers socialistes, comme nous l'avons dit, y adhérèrent en masse, donnant au mouvement un caractère beaucoup plus large que ne l'auraient voulu les initiateurs.

Nous trouvons dans un discours d'un des champions les plus populaires du mouvement, le piètre méthodiste Stephens, la preuve que le peuple était alors remué par ses revendications séculaires, c'est-à-dire d'équité sociale: «*Le chartisme*, mes amis, disait-il dans un grand meeting ouvrier à Manchester, *n'est pas un mouvement politique avec, comme objectif principal, le droit de vote. Le chartisme est une question de couteau et de fourchette (26)! La charte signifie bonne maison, bonne nourriture et bonne boisson; prospérité et courte journée de travail*».

Cette déclaration, qui reflète bien l'influence des socialistes, était en contradiction avec les vues des meneurs politiques. Aussi existait-il une sorte de méfiance entre la masse et les meneurs. Même en 1848, quand l'agitation populaire était à son apogée, quand, le 11 avril, on devait aller, en une procession monstre, porter au Parlement la grande pétition, cette méfiance contribua beaucoup à l'insuccès complet du mouvement. Le nombre des signatures, comme celui des manifestants, était bien moindre qu'en 1834, lors de la manifestation contre la condamnation des laboureurs de Dorchester.

Oui, le chartisme, au point de vue des résultats immédiats, fut un mouvement avorté. Les chefs politiques n'étaient ni des révolutionnaires, ni les représentants des vraies revendications populaires, et ils amenèrent le grand mouvement dans une impasse fatale. Cependant son influence indirecte fut immense sur la vie intellectuelle, morale et sociale de l'Angleterre. Les ouvriers avaient compris que leur émancipation, comme disaient depuis une vingtaine d'années les owenistes, devait être «*essentiellement leur propre affaire*», et distincte de toute politique. D'où la méfiance des *trade-unions* contre les «*politicians*»; d'où leur méfiance contre la social-démocratie et le progrès ridicule de ce parti en Angleterre (27).

Si le chartisme avorté éveilla chez le peuple le même sentiment qu'en France les journées sanglantes de Juin, d'autre part, dans le milieu intellectuel, parmi les amis du progrès, il provoqua un mouvement littéraire plein de sympathie pour les déshérités. Les poésies de Thomas Hood, les romans de Ch. Dickens - surtout les *Temps difficiles* et *la Maison froide* - plaident en des termes touchants et passionnés la cause du peuple. Non moins passionnés étaient les sermons du savant théologien et réformateur Charles Kingsley (28) qui,

(24) Il est intéressant de noter le parallélisme des événements en France et en Angleterre. Vers 1839-39 l'agitation pour le suffrage universel, les réformes sociales, commencent en France.

(25) Les membres du Parlement ne sont pas rétribués.

(26) Knife and fork.

(27) Après un travail de seize ans, leur candidat, le rédacteur de leur seul journal *Justice*, a obtenu aux dernières élections, à Reading, seulement 200 voix.

(28) L'auteur de *Yeast*, *Alton Locke* et autres romans socialistes.

dans un de ses discours, disait: «*Tous les systèmes sociaux favorables à l'accumulation du capital dans les mains de quelques-uns, qui chassent le peuple du sol possédé jadis par ses ancêtres, qui réduisent les producteurs à l'état de serfs et de journaliers vivant de salaire et d'aumône, qui en font un esclave dégradé et privé de tout bien-être, tous ces systèmes sont contraires au royaume de Dieu proclamé par le Christ. Lois et constitutions ne viennent pas de Dieu, si elles tolèrent des choses pareilles; elles sont maudites et doivent périr, emportant avec elles et détruisant le plus de choses possible. Oui, elles vont périr dans leur propre corruption*».

Plus énergique, si c'est possible, était dans ses blasphèmes contre l'ordre capitaliste le grand historien Th. Carlyle (29), cet étrange prophète des temps modernes qui voulait sauver l'humanité par des chefs sur-naturels, par un culte de héros. Il accablait de sarcasmes les ministères réformateurs «*vides comme le vent de l'est*», et le Parlement, qu'il appela une «*Parlotte nationale*» (*National Palaver*). Son style devient vraiment pathétique quand il parle de la misère populaire... «*Il y a des scènes de malheur, de dégradation, de désolation telles que le soleil n'en a jamais éclairé de pareilles dans les régions les plus barbares habitées par l'homme... La liberté, dit-on, est divine. Mais la liberté de mourir de faim n'est pas, le moins du monde, divine*».

Ce mouvement littéraire créa un courant libéral et émancipateur dans la société anglaise et forma des hommes comme William Morris, le poète, publiciste et agitateur socialiste qui chanta le bonheur pour tous, le communisme réellement libertaire.

Septième partie: Socialisme français - Saint-Simon.

Né dans la fabrique, le socialisme anglais se développait avec le mouvement ouvrier. De là son caractère essentiellement pratique. Tout autre fût l'origine du socialisme français; aussi différente était son histoire avant 1848.

La conspiration des «*Égaux*», dite de Babeuf, avec son communisme révolutionnaire, une fois écrasée, fut complètement oubliée. Le militarisme démocratique, cette peste, cette malédiction de la France moderne, donna une toute autre direction au mouvement révolutionnaire. Les scélérats du *Directoire* et ceux de l'Empire avaient escamoté l'héritage de la grande Révolution. Les brutes empanachées transformèrent la France en caserne et rejetèrent le progrès économique, intellectuel et social de la nation pour plus de deux générations en arrière. Ce n'est pas dans une période de domination de caste militaire - ce symbole d'animalisme et de stupidité - qu'on pourra entreprendre des réformes socialistes. Car il y a toujours des patriotes à la solde, comme à présent les Drumont, Rochefort, et autres, qui dénoncent comme antipatriotes tous les amis du peuple et du progrès.

Cependant quelques esprits indépendants conservèrent les vues larges, les idées humanitaires des encyclopédistes et de la Révolution. Témoins de l'écroulement de l'*Ancien-régime* et des réformes politiques décrétées par la *Convention nationale*, beaucoup d'entre eux révèrent d'un gouvernement réformateur qui aurait pu inaugurer l'ère nouvelle de la paix et du bien-être basée sur une égalité économique et sociale plus ou moins parfaite. Pour eux, la solution de la question sociale n'apparaissait pas comme la tâche accomplie par le peuple lui-même, mais comme une réforme introduite d'en-haut. Cette différence de conception entre les réformateurs français et anglais (30) est très caractéristique et très importante. Éblouis par la gloire révolutionnaire de la Convention, ils oublient le rôle de l'initiative populaire avant et pendant la Révolution; les réformateurs français, soit paisibles, soit révolutionnaires comme Barbès et Blanqui, rêvaient toujours d'un gouvernement accomplissant la réforme ou la révolution sociale, de là leur préoccupation d'élaborer un système complet des réformes futures d'après tel ou tel autre principe abstrait et démontré par des raisonnements aussi abstraits et métaphysiques.

Parmi ces réformateurs, les plus remarquables par leur génie créateur et par les généralisations frap-

(29) *Chartism*, 1810; *Past and Present*, 1813.

(30) Que les lecteurs se souviennent des déclarations de W. Thompson et d'Owen sur le rôle du peuple qui seul résoudra la question sociale.

pantes étaient Saint-Simon et Ch. Fourier. Ils nous ont laissé des systèmes socialistes parfaitement élaborés dans leur philosophie générale et même dans les détails. Leur influence était grande surtout parmi la jeunesse des hautes écoles où ils trouvèrent des hommes de capacité et de talent comme Auguste Comte, Augustin Thierry, Victor Considerant et tant d'autres. Mais leur influence sur la masse fut beaucoup moins profonde, car leurs systèmes abstraits et d'une terminologie quelquefois bizarre, surtout chez Fourier, les rendaient inaccessibles à la classe ouvrière. Aussi leurs écoles, malgré le talent des disciples et le génie des fondateurs, ont complètement disparu du mouvement ouvrier contemporain. Les trois quarts des socialistes de nos jours ne connaissent même pas quelle était la différence entre les écoles socialistes de Saint-Simon et de Fourier, et quelles idées humanitaires socialistes elles ont laissées à la génération actuelle. Pourtant nous sommes redevables à ces penseurs de quelques idées fondamentales du socialisme moderne.

C'est ce que j'essaierai d'exposer brièvement.

Saint-Simon et son école nous ont laissé un nombre considérable d'écrits politiques et philosophiques. A vrai dire, au point de vue des sciences modernes, leurs ouvrages sont plutôt théologiques. Le *Nouveau christianisme* (31) - l'ouvrage fondamental de l'École - est un traité complètement théologique. Quand on en lit l'introduction par Enfantin, ou l'exposé de la doctrine par E. Rodrigues, on se croirait en présence de prophètes de l'*Ancien-testament*.

«Voilà la dernière parole de notre maître... c'est en elle que nous avons puisé la vie religieuse qui nous anime; c'est dans ce premier livre de l'humanité nouvelle que nous avons appris ce que nous enseignons progressivement au monde. Là sont posées les bases fondamentales de la morale, du dogme et du culte saint-simoniens». Tels sont les premiers mots de l'introduction écrite par Enfantin. Quel était le dogme de cette religion? Toujours la vieille stupidité, au nom de laquelle on brûla Huss, Giordano Bruno et des milliers d'hérétiques. Dans le premier dialogue entre le conservateur et le novateur, nous lisons:

- Le Conservateur: *Croyez-vous en Dieu?*

- Le Novateur: *Oui, je crois en Dieu.*

- Le Conservateur: *Croyez-vous que la religion chrétienne ait une origine divine?*

- Le Novateur: *Oui, je le crois (32).*

Là dessus nous pourrions laisser de côté leur profession de foi, si elle ne contenait quelques idées nouvelles et progressives. «*Je vous engage fortement, dit l'auteur au public, à ne point vous laisser préoccuper par une foule d'anciens mots dont j'ai été obligé de me servir (33).*». En réalité, ce ne sont pas seulement les mots, mais bien les anciennes croyances stupides qui causèrent tant de maux à l'humanité qui ont stérilisé le mouvement saint-simonien, malgré le talent et même les capacités géniales du «*maître*» et de disciples tels qu'Auguste Comte, Augustin Thierry, Bazard et autres (34). C'est en se rapportant à ces préjugés déistes et néfastes que le dominicain Lacordaire disait du saint-simonisme que «*c'était le plus grand mouvement religieux de l'intelligence humaine depuis Luther (35).*». Cependant cette théologie bizarre contenait des aspirations socialistes, bien vagues, il est vrai, mais très humanitaires! Voici en quelques mots leurs vues sur la société solidaire de l'avenir:

«*La nouvelle organisation chrétienne déduira les institutions... du principe que tous les hommes doivent se conduire à l'égard les uns des autres comme des frères. Elle dirigera toutes les institutions... vers l'accroissement du bien-être de la classe la plus pauvre (p.16); la société doit s'organiser de la manière la plus convenable pour lui faire atteindre ce grand but (p.83), et cette société pratiquera une justice sociale, basée sur le principe: De chacun suivant sa capacité, à chaque capacité suivant ses œuvres (p.124).*».

Cette règle exige l'existence d'une hiérarchie administrative, laquelle, d'après Saint-Simon, se composerait de savants, de chefs spirituels choisis. Pour prévenir l'inégalité que cette hiérarchie pourrait engendrer, il supprimait le droit d'héritage.

(31) Paris, 1832.

(32) *Nouveau christianisme*, p.9.

(33) *Ibid.*, p.209.

(34) Il est vrai que ces hommes remarquables se séparèrent de l'école dès qu'ils découvrirent sa tendance religieuse à outrance: Auguste Comte un peu avant 1825, Bazard après 1830.

(35) Discours de Guérout. Voir *Œuvres de Saint-Simon et d'Enfantin*, p. 251, vol.13, Paris, 1867.

«L'abolition du servage a mis au rang des autres hommes ceux que le servage attachait à la glèbe; la glèbe cesse à son tour d'être attachée aux familles, et l'abolition de l'héritage forme ainsi le complément de l'égalité parmi les hommes. Tout homme a place dans la hiérarchie, et a droit par conséquent à des honneurs et à une retraite proportionnés à son rang, (p.207)».

En même temps Saint-Simon et ses amis prêchèrent l'égalité des sexes et l'émancipation complète de la femme dans les associations mi-communistes, mi-théocratiques. L'humanité réformée pratiquerait la solidarité internationale, et le globe terrestre serait cultivé par les associations libres (36). Leurs conceptions socialistes, comme on le voit, sont à peu près identiques à celles des collectivistes-minimards de nos jours. Dans le mémoire présenté au Parlement en octobre 1830, Bazard et Enfantin, niant le communisme, déclarèrent que les saint-simonistes voulaient rendre collectifs tous les instruments de travail, la terre et le capital, et que la production fût organisée par les associations de producteurs soumis à une hiérarchie de fonctionnaires élus.

La formule collectiviste chez eux n'était pas une idée trouvée par hasard. Au contraire, elle était une conclusion logique de toute la doctrine saint-simonienne, développée par le maître dans les ouvrages: *L'Industrie, Du système industriel, L'Organisation*, et autres. Comme il le disait, l'État et les législateurs devraient s'occuper d'organiser une production rationnelle, en organisant «*les choses*», autrement dit, en rendant collectifs tous les moyens de production, y compris la terre et le capital. Justement, c'est grâce à cette idée collectiviste, jointe à celles de l'abolition de l'héritage, d'émancipation de la femme, du globe terrestre cultivé par des associations autonomes et solidaires, que Saint-Simon et son école ont produit une impression profonde sur la société française. Malgré l'élément religieux et leur philosophie un peu étrange pour la science de nos jours, leur influence fut grande non seulement en France, mais dans tous les pays civilisés.

Huitième partie: Fourier et l'École sociétaire.

Contemporain de R. Owen et de Saint-Simon. Charles Fourier envisageait le problème social tout autrement que ces deux penseurs. Il n'était ni athée-matérialiste et réformateur pratique, comme Owen, qui arriva au communisme autonome par l'analyse de la surplus-value et des conditions de la production moderne; ni chrétien prêchant, comme Saint-Simon, l'association universelle et le collectivisme gouvernés par des savants et des prêtres bienveillants.

Dans ses recherches, il se base sur trois principes tous personnels à lui, admirablement conçus et, de nos jours, justifiés, démontrés par la science inductive.

Ces principes, nous pouvons les formuler comme suit:

1- L'homme est guidé dans sa vie non par telle ou telle «*loi*» écrite, de droit divin, romain ou métaphysique, mais bien par les besoins de son organisme, par ses penchants psychiques, autrement dit: physiologiques.

2- Le travail, comme l'activité de l'organisme, est nécessaire à la vie et au développement de chaque être organique: par conséquent, une fois la production organisée sur des bases rationnelles et solidaires, le travail deviendra attractif.

3- La production solidaire et le travail attractif peuvent être réalisés seulement dans les communes (phalanstères) plus ou moins égalitaires et absolument autonomes.

Il est vrai que, chez Fourier, ces principes sont exprimés, comme tout son système d'ailleurs, avec une terminologie parfois bizarre; mais si l'on traduit ses expressions en langage ordinaire, on est obligé de reconnaître que ce grand ami de l'humanité disait justement trois vérités. Les gens de mauvaise foi, y compris les charlatans «*scientifiques*» de l'école d'Engels, se moquèrent beaucoup de Fourier, surtout pour son opinion que toutes les passions de l'individu ont droit à leur développement et à leur exercice complètement

(36) Encore en 1814, Saint-Simon et Aug. Thierry ont publié une brochure sur la «*Réorganisation de la société européenne, ou de la nécessité et des moyens de rassembler les peuples de l'Europe en un seul corps politique, en conservant à chacun son indépendance nationale*».

libre. «*Comment, crièrent les défenseurs de l'iniquité sociale actuelle, donner la pleine liberté à toutes les mauvaises passions! Même à la violence!... Alors nous allons retourner à l'état primitif de sauvagerie.*». Ces messieurs feignirent de comprendre que Fourier prêchait le droit de jouissance en faveur des vices sociaux et individuels.

«*Par ce terme passions, lisons-nous chez V. Considérant (37), Fourier entend exclusivement les penchants constitutifs des êtres, ou les ressorts inhérents à leur nature même, et caractérisant leur titre de vie. Ainsi les passions humaines sont les forces primitives et naturelles auxquelles est due l'activité libre et spontanée de l'être humain... Passions des êtres n'est donc autre chose que la loi de l'ordre universel, de la vie universelle.*».

Autrement dit, Fourier, le premier, avait reconnu ce que la physiologie, la psychologie et la pédagogie moderne exigent pour le développement normal de l'organisme, de la morale et de l'intelligence humaines: la satisfaction complète des besoins organiques; la liberté de manifestations des sentiments; le libre et complet développement des aptitudes, des penchants de chaque élève. A ces vérités ne s'opposent plus aujourd'hui que l'Église et le despotisme, l'autorité et la caserne, et encore - chose étrange! - les social-démocrates, qui croient que le socialisme consiste dans les vieilles stupidités du «*Manifeste communiste*», avec ses «*monopoles d'État*», son «*armée du travail*», sa «*discipline*» et autres beautés de caserne.

Elle n'est pas moins remarquable, sa généralisation sur la nécessité organique pour l'homme de l'activité et du travail. Nous savons à présent que l'organisme vivant pour son développement, pour l'assimilation des aliments nouveau, pour la circulation du sang, pour la respiration normale, et même pour l'énergie intellectuelle, a besoin d'une certaine activité musculaire. Le travail rationnel est hygiénique et recommandé par les docteurs aux gens les plus riches et les plus privilégiés. À la reine languissante de Suède le docteur recommanda de travailler chaque jour en rangeant ses appartements particuliers; l'aristocratie et la bourgeoisie anglaises - les plus robustes et les plus énergiques de toutes - forcent leurs jeunes gens à s'exercer chaque jour dans les différents sports les plus fatigants.

Mais si, au lieu de sport, l'humanité solidaire a organisé le travail utile et productif de telle manière que la jeunesse robuste, possédant l'instruction intégrale, puisse changer ses occupations selon son goût ou suivant un accord libre, spontané, avec ses compagnons solidaires... alors, certainement, le travail deviendra attractif et la jeunesse généreuse, toujours en chantant et en s'aimant, fera fleurir la surface de notre globe et créera l'abondance... Et quand Fourier essaie de décrire le bonheur que l'humanité saura réaliser dans la commune autonome (phalanstère), il n'agit pas comme un rêveur illuminé, mais bien en grand philosophe humanitaire qui devance d'un demi-siècle les généralisations de la physiologie, de l'hygiène et de la pédagogie modernes.

Pour réaliser un ordre social basé sur ces principes, Fourier proposait l'organisation autonome du phalanstère. Qu'est-ce que le phalanstère? - Un édifice d'une splendeur et d'une disposition des plus parfaites, situé au milieu d'un vaste terrain (une lieue carrée), et habité par quatre cents familles ou dix-huit cents personnes, composant une communauté solidaire, laquelle garantit à ses membres la jouissance la plus complète du bien-être et de la liberté individuelle. Je n'entrerai pas dans les détails du système phalanstérien. Il suffit d'indiquer que Fourier niait complètement la morale, la famille et le mariage conventionnels de notre société capitaliste, et qu'il avait en considération tous les moyens pour garantir la liberté individuelle et le droit de la minorité. Dans ce but, il proposait qu'une part du surplus de la production du phalanstère fût destinée aux besoins personnels de chaque membre, y compris les enfants. Ce capital personnel garantissait aux membres de la communauté les moyens nécessaires pour s'en aller dans une autre, ou s'installer séparément.

Tel était en quelques mots le système socialiste de Fourier et de son «*École sociétaire*». Tout le monde reconnaît que par ses idées larges, par son souci incessant de garantir le bien-être et la liberté à l'individu et l'autonomie à la communauté dans une fédération spontanée, Fourier se révèle un des plus nobles et des plus profonds réformateurs socialistes. Ses idées sur le rôle des besoins et des inclinations organiques dans la vie individuelle et sociale, sa formule sur le travail attractif, jointes à celles de R. Owen sur la formation du caractère humain, constituent la plus précieuse conquête de l'éthique socialiste.

Neuvième partie: Mouvement démocratique et socialiste, (1830-1848).

«...Les tendances qui distinguent le parti démocratique des autres partis, c'est qu'il veut passer par la question politique pour arriver aux transformations sociales». (Ledru-Rollin, Discours de 1841).

Les systèmes et les revendications socialistes, que je viens d'esquisser brièvement, provoquèrent sur le continent, surtout chez la jeunesse des hautes écoles, un mouvement démocratique, teint de socialisme, mais en général révolutionnaire et républicain. Les idées saint-simoniennes et fouriéristes se répandirent en France, en Italie, en Allemagne et même en Russie. Le socialisme anglais, à qui nous sommes redevables d'une part de tous les moyens pratiques de combat et d'organisation du prolétariat en classe, et de l'autre des définitions de la surplus-value, de la législation ouvrière en tant que palliatif, du rôle du peuple qui seul résoudra la question sociale, etc..., ce socialisme était complètement ignoré sur le continent, et même pour les écrivains socialistes comme Proudhon et Louis Blanc, il restait une «*terra incognita*». Cependant Proudhon découvrait à nouveau le crédit et la banque populaire, autrement dit: «*l'échange équitable du travail*» organisé par R. Owen à Birmingham dès 1833 (38).

Mais si sur le continent on ignorait le côté pratique du mouvement ouvrier, les idées générales de solidarité humaine, d'émancipation, d'affranchissement individuel et national, de fraternité internationale se répandaient dans la bourgeoisie avancée. Cette bourgeoisie éclairée, surtout en France, se sentait outragée, opprimée sous le régime de la Restauration et de la *Sainte-Alliance des despotes*. La moindre opposition politique, toute manifestation libérale étaient supprimées avec une férocité aussi lâche que celle dont fait preuve de nos jours le gouvernement italien. Paul Louis Courier dans ses pamphlets nous en laissa des tableaux édifiants.

Seulement, comme il arriva au cours de toute l'histoire, les efforts des despotes unis à ceux des prêtres et des brutes galonnées ne parvinrent pas à arrêter le développement intellectuel et social. L'esprit nouveau se manifestait partout: dans les lettres, dans l'art, dans la science. C'était l'époque romantique de la littérature et du mouvement de renaissance chez les nations opprimées: la Grèce, l'Italie, la Pologne, la Hongrie, tour à tour, se battaient pour la liberté et l'affranchissement, ou se préparaient à la révolution.

Ces trois éléments: socialisme, romantisme et nationalisme, donnèrent un cachet si particulier, et disons-le franchement, si sympathique aux démocrates républicains et révolutionnaires de l'époque, Blanqui, Garibaldi, Kossuth, Bakounine, que des centaines d'autres hommes marquants dans la science et la littérature, dans l'art et la politique, sont sortis de ce mouvement.

De nos jours on peut trouver vagues et trop déclamatoires les œuvres des poètes et des écrivains de l'époque, pourtant le romantisme donna une poussée vigoureuse au mouvement révolutionnaire du commencement de ce siècle. En chantant la liberté des passions, le bonheur et l'idéal, les poètes et les romanciers plaidaient la cause de la liberté et du bonheur pour tous, y compris les plus humbles, les déshérités, le peuple tout entier. Béranger, Hugo, George Sand, Eugène Sue, sans parler des poètes et romanciers anglais, allemands, italiens et même des russes et des polonais, tous étaient animés d'une foi noble et humanitaire.

Aimer les humbles et les opprimés, s'inspirer du bien-être populaire, imiter la fraîcheur et la simplicité de la poésie populaire; maudire les tyrans (Hugo, Barbier, Heine); glorifier la vertu populaire, le travail créateur, et, au-dessus de tout, chanter la révolte, l'affranchissement et la solidarité - voilà les sentiments qui dominent aussi chez les poètes et chez les musiciens, comme chez les écrivains et les orateurs politiques. Les mélodies incomparables de Chopin sont puisées dans les chansons populaires; les chefs-d'œuvre de Rossini, de Meyerbeer, de Bellini et de Wagner - l'enfant de ce mouvement - sont un hymne glorieux de liberté et d'affranchissement... La musique n'était pas encore prostituée par le cancan bonapartiste, par la bestialité de la bourgeoisie moderne.

Aussi la science était-elle pénétrée de l'idée de bonheur populaire, et les ouvrages de Michelet, *Le Peuple*, *Histoire de la Révolution*, et de Lamennais, *Paroles d'un croyant*, y sont de beaux témoignages de cette tendance démocratique. Pour montrer jusqu'à quel point la génération de 1830-1848 poussa ses sympathies populaires, je cite ici le passage suivant du discours de Ledru-Rollin, ce porte-voix de la démocratie d'alors:

(38) Voir page 1 du n°21 des *Temps nouveaux*, 4^{ème} année.

«Le peuple est "l'Ecce Homo" des temps modernes... mais soyez sûrs que sa résurrection est proche! Il descendra aussi de sa croix pour demander compte de leurs œuvres à ceux qui l'auront trop longtemps méconnu». Toutes ces déclamations poétiques, littéraires et politiques, dira-t-on, ne changèrent en rien les conditions économiques et sociales du peuple. Je le sais bien, et si je m'attarde sur ce sujet, c'est exclusivement pour faire mieux comprendre le succès de la propagande du vrai fondateur de la social-démocratie, de Louis Blanc, de qui Engels, dans son *Histoire du socialisme*, n'a pas dit un mot, comme si L. Blanc n'eût jamais existé, et que la Révolution de 1848 n'eût eu place dans l'histoire de notre siècle. Sans connaître l'état général de l'opinion publique de l'époque, il est difficile de comprendre pourquoi Paris, en ce temps, était devenu le centre où se rencontraient les novateurs, les initiateurs de toutes les idées humanitaires et du mouvement révolutionnaire. On ne saurait de même comprendre pourquoi la jeunesse des écoles, polytechniciens et étudiants, se battait dans les rangs du peuple!

Vagues sans doute étaient les formules politiques et sociales que la grande majorité désignait sous le mot d'ordre: «*La Réforme*»; peut-être beaucoup de ces combattants pour la réforme sont-ils tombés dans la réaction après les journées de Juin; mais avant la révolution du 24 février, tout le monde, socialistes de différentes écoles, républicains radicaux, réformateurs modérés, réclamait sincèrement la «réforme» pour le peuple, défendait les droits et les intérêts populaires... Car à cette époque les savants et les poètes se mêlèrent à la populace et aux révolutionnaires.

Un Flaubert s'isolant de la vie, un Taine, des Goncourt faisaient des figures bien étranges et semblaient des cas pathologiques à côté de Hugo, G. Sand et autres. Les intellectuels d'alors comprenaient bien que la science et l'art indifférents à la vie humaine demeurent stériles, s'atrophient. Ce ne fut pas par hasard que l'historien Henri Martin, fidèle aux traditions d'autrefois, salua le premier l'*Internationale* et constata avec joie que l'indifférentisme, «ce froid de mort... n'avait pas gagné, ni glacé l'âme populaire».

Oui, l'indifférentisme n'a pas glacé l'âme populaire. Au contraire, l'âme populaire donne de la vigueur et de l'autorité à ses défenseurs les plus inconséquents, tels que Rochefort, par exemple, qui, ignorant et pervers, peut défier pendant toute une année les efforts des honnêtes intellectuels.

Pour nous, socialistes-révolutionnaires, nobles ou bourgeois d'origine, nous savons quelle force morale et intellectuelle on puise chez le peuple. Aussi, est-ce pour cela que des centaines de mes amis russes défient avec tant de courage toutes les persécutions; c'est aussi pour cela que nous préférons les réunions ouvrières aux raouts splendidement morbides de la société. L'acte le plus moral est de faire connaître et de défendre les intérêts et les droits du producteur. Quel milieu plus vigoureux que celui des travailleurs? Quel cœur plus généreux que celui d'un combattant pour l'émancipation sociale du peuple?

Tous ces anciens axiomes ont été oubliés par les intellectuels sous le second Empire et la troisième République, ce n'est qu'en ces derniers jours que les plus honnêtes d'entre eux ont commencé à découvrir que le peuple et les révolutionnaires ont gardé intactes la morale, la vigueur et la générosité.

Il paraît que, ces derniers temps, la jeunesse des écoles et les intellectuels se ressaisissent et qu'ils retournent à la tradition d'autrefois. Ils commencent à s'associer aux attaques des socialistes contre les monstruosité de l'ordre politique et social de la troisième République. Nous saluons bien sincèrement leur premiers efforts, et particulièrement l'admirable «Réponse à M. Monod» de Maurice Vernes (39), qui, sortant d'une réunion où parlèrent les orateurs socialistes et anarchistes, écrit à ses amis académiques: «Est-il rien de plus beau, est-il rien de plus noble, est-il rien de plus touchant que ce langage!...».

Oui! il y a quelque chose de plus sublime que ce langage... c'est l'action avec le peuple pour son émancipation économique, intellectuelle et sociale.

C'est ce que la jeunesse instruite de 1830-1848 savait et pratiquait. Blanqui et Barbès en sont des exemples...

Dixième partie: L'État socialiste - Louis Blanc (1831-1848).

Dans un milieu si agité et quand les démocrates eux-mêmes adoptaient la formule: «*par la politique arriver aux transformations socialistes*», - les vrais socialistes devaient avoir, et ils ont eu, un succès remarquable.

Les saint-simoniens, qui, en 1832, organisèrent leur commune fraternelle dans la rue Monsigny, publiaient des brochures et de gros volumes; ils enseignaient aussi leur doctrine dans *le Globe*, où travaillait Pierre Leroux, leur coreligionnaire et collaborateur. De même, les fouriéristes menèrent une propagande très énergique; leur activité s'était surtout développée de 1839 à 1848. A côté de ces écoles, il se formait de nouveaux courants d'idée socialiste. En 1840, P. J. Proudhon publia son fameux premier mémoire: *Qu'est-ce que la propriété?*, - avec la non moins fameuse réponse de Brissot: *La propriété, c'est le vol*. Les autres ouvrages, qui ont eut toujours un succès colossal, se succédaient. Non moins populaire était Cabet avec son *Voyage en Icarie*, ouvrage plein de religion et d'autoritarisme patriarcal.

Mais la vraie idole, le vrai maître populaire de l'époque était Louis Blanc avec son ouvrage: *L'Organisation du travail*, - qu'il commença à publier en 1839 dans son journal: *la Revue du Progrès*. Très peu d'hommes jouirent d'une popularité telle que la sienne; peu de livres ont eu un succès pareil à celui de *L'Organisation du travail*: chaque année il en paraissait une nouvelle édition, et celle de 1848 était la cinquième.

D'où venait cette popularité? Du talent exceptionnel de l'auteur? - Certainement le talent littéraire, la clarté d'exposition, la fraîcheur et la sincérité d'un sentiment passionné étaient grands et captivaient la sympathie des lecteurs. Mais la cause réelle de cette popularité colossale était, comme dans le cas des statuts de *l'Internationale*, la fidélité aux revendications les plus généreuses et communes à toutes les écoles et fractions socialistes.

En vérité, que disaient R. Owen et ses amis? - Que la misère chez les ouvriers provient de l'appropriation par la force de la surplus value du travail par les capitalistes (W. Thompson). L. Blanc, presque le premier en France, fit la description navrante des conditions économiques des ouvriers et de l'exploitation capitaliste. Les socialistes anglais eux-mêmes, Saint-Simon et Fourier, insistaient sur l'organisation de la production. L. Blanc proposait l'organisation du travail par l'organisation d'ateliers nationaux. Fourier proposait un système de rétribution plus ou moins égalitaire; Saint-Simon, selon la capacité; R. Owen prêcha le communisme tout carrément; L. Blanc donna la formule la plus belle du communisme: «*De chacun suivant sa capacité; à chacun suivant ses besoins*».

Les Anglais disaient que le peuple organisé comme producteur et consommateur saurait s'affranchir lui-même. L. Blanc recommandait l'association autonome sous toutes ses formes. Fourier et les owenistes cherchaient à garantir l'autonomie pour les communes. L. Blanc déclarait qu'une fois les ateliers de production et le crédit organisés, l'État n'avait pas le droit de se mêler dans la vie autonome de l'association; même durant son exil, vingt ans plus tard, alors qu'il avait changé beaucoup dans ses idées communistes, il ne cessait de prêcher l'autonomie communale, le communalisme.

Oui, dans son petit ouvrage, L. Blanc propageait, avec un talent exceptionnellement brillant et attrayant, le communisme, l'association autonome, le crédit gratuit, la solidarité individuelle et internationale... en un mot, chez lui, les socialistes de toutes nuances trouvaient reflétées leurs propres revendications. D'où sa popularité parmi les socialistes. Mais il y avait dans ses écrits politiques et historiques des doctrines sur le rôle de l'État, sur la révolution et la dictature d'un *Comité central*, d'une convention révolutionnaire, élus directement par le peuple d'après le suffrage universel. Par ces opinions politiques et révolutionnaires il était en complet accord avec les démocrates réformateurs, aussi bien qu'avec les socialistes révolutionnaires.

Les démocrates voulaient renverser la monarchie pour rétablir le gouvernement et la législation directe. Ils rêvèrent tous de la Convention de 1793, décrétant cette fois les «*transformations sociales*». D'accord avec eux étaient les socialistes pacifiques comme V. Considerant et autres. «*Législation directe*», «*gouvernement direct*», telle était la doctrine chère aux démocrates et socialistes modérés. La «*dictature du prolétariat*», autrement dit la même panacée gouvernementale et autoritaire, le «*même gouvernement direct*» révolutionnaire était prêché par les socialistes révolutionnaires, par tous les jacobins. Ces braves gens qui donnèrent leur cachet à toutes les conspirations, à tous les mouvements populaires, ont été imbus d'autoritarisme. Ils ont cru sincèrement qu'on peut imposer par des décrets ce qui n'est pas accompli par la révolte, par le peuple lui-même.

Seul Proudhon avec quelques amis s'opposait à cette manie générale, mais sa polémique contre L. Blanc, V. Considerant, Rittinghausen et autres (40), eut peu de succès, au moins avant les manifestations populaires du mois de mars 1848. Même après les événements de 1849-1852 et sous le second empire, les révolutionnaires, et surtout les blanquistes, restèrent fidèles à la doctrine de la dictature du prolétariat. De même, Marx, Engels et leurs amis, en Allemagne. Les préjugés autoritaires et dictatoriaux étaient si enracinés chez eux, qu'encore en 1865, Marx essayait comme nous l'avons vu, d'introduire la doctrine de dictature du prolétariat dans les statuts de l'*Internationale*.

Il n'y a rien d'étonnant que L. Blanc fût véritablement maître des événements: lui et Ledru-Rollin exprimèrent les aspirations de deux fractions de la démocratie socialiste. Le premier était le brillant écrivain qui réclamait le suffrage universel et la «*législation directe*» pour organiser immédiatement la production socialiste; le second luttait pour le même suffrage universel, pour une république démocratique qui devait mener «*par la politique aux transformations socialistes*». C'est l'État qui devait, selon L. Blanc, immédiatement réaliser l'ordre social. Le même État, d'après Ledru-Rollin, s'occuperait des réformes aboutissant à un même but.

Le peuple triomphant du 24 février les porta tous les deux au gouvernement provisoire de la seconde République pour... pour démontrer au peuple qu'aucun gouvernement n'accomplira ce qui n'est pas fait par le peuple lui-même, sur sa propre initiative révolutionnaire.

Onzième partie: L'État socialiste, préjugé général de 1848.

Que l'idée erronée, mais bien attractive, de L. Blanc sur l'État réformateur et socialiste fût adoptée partout chez les démocrates et les révolutionnaires, nous en trouvons les preuves dans les événements de 1848. En Angleterre, ainsi que nous le savons à présent, les démocrates, soutenus par les organisations ouvrières de toutes nuances, y compris les socialistes owenistes, portèrent leur «*Charte*» (11 avril) au parlement, acclamant les réformes. En Allemagne, l'idée socialiste pénétra à peine, à cette époque, chez quelques groupes isolés d'hommes avancés. Cependant, là aussi, le socialisme était conçu sous la forme d'un communisme d'État et beaucoup plus autoritaire que chez L. Blanc et chez les démocrates français.

Quelques jours à peine avant la révolution du 24 février, la *Ligue communiste allemande* publia à Londres le «*Manifeste communiste*» rédigé par Marx et Engels. Dans la partie des revendications immédiates, le *Manifeste* répéta ce que L. Blanc propageait si éloquemment, depuis 1839, dans les cinq éditions précédentes de son *Organisation du travail*: l'État tout-puissant, absorbant tout, subjuguant tout - tel il reste jusqu'à présent chez les social-démocrates.

A vrai dire, L. Blanc ni les démocrates français, Ledru-Rollin en tête, n'ont jamais sacrifié l'autonomie communale et les droits du citoyen envers l'État. L. Blanc surtout appuyait sur le droit des ateliers nationaux et des associations d'administrer leur vie économique et administrative selon leur propre agrément. Il est certain que tous les hommes éclairés en France devaient trouver monstrueux le socialisme préconisé dans les huit points d'action immédiate du manifeste. Heureusement pour l'humanité!

«*Le "Manifeste" serait passé inaperçu dans la tourment; publié d'ailleurs à un nombre restreint d'exemplaires, il était devenu une curiosité bibliographique. C'est en 1872 que le "Manifeste" commence sa course à travers les nations (41)*».

Sauf que le *Manifeste* exagérait les attributions de l'État, l'idée fondamentale du socialisme introduit et confirmé par ce dernier était empruntée par Marx et Engels aux socialistes et aux démocrates français, surtout à L. Blanc et à Ledru-Rollin. «*Par la politique arriver aux transformations sociales*» (Ledru-Rollin); «*L'État démocratique organisera la production socialiste*» (L. Blanc) - telles sont les devises de la social-démocratie jusqu'à présent. Et si ces Messieurs disaient qu'ils sont fidèles aux traditions de la révolution de Février, nous n'aurions rien à dire contre eux; seules, nous diviserions quelques discussions loyales sur le

(40) *Idee générale de la Révolution*, pages 161 et suiv., Paris, 1851.

(41) É. Vandervelde, *Le Jubilé du Manifeste communiste, Le Peuple*, Bruxelles, 28 mars 1898. - Cette course parmi les ignorants venait après l'Internationale, après la Commune!.. Retenons bien cet aveu d'un des chefs du socialisme parlementaire.

rôle de l'État dans la vie sociale. Moi, personnellement, j'aurais autant d'estime pour eux que pour beaucoup de radicaux-socialistes combattant honnêtement pour leur programme. Mais, par malheur, ils ont eu l'étrange idée de proclamer que la «*tactique parlementaire*», la «*législation directe*», la «*dictature du prolétariat*», «*par la politique vers le socialisme*» et autres lieux communs de 1848 avaient été découverts par eux. Engels, dans sa prétendue histoire du socialisme, ne dit pas un mot de la France de 1840-1848; ses électeurs allemands crurent, d'après lui, que toutes ces choses avaient été inventées par lui, et que jamais en France aucune agitation socialiste, aucune idée révolutionnaire n'ont trouvé place...

De la part des ouvriers allemands, c'est pardonnable: écrasés par l'esclavage capitaliste, ces braves gens n'ont pas de temps pour apprendre le français et étudier l'histoire. Mais que dire des Français et encore de français «*scientifiques*» qui s'efforcent de faire passer en France comme une nouveauté les lieux communs de la démocratie française de 1848?... Ce qu'il y a de plus révoltant, c'est qu'au nom de ces vieilles revendications, ils font une guerre à outrance à toute idée nouvelle et progressive; ils crient comme de vrais réactionnaires contre la moindre tentative révolutionnaire dans n'importe quel pays. Tôt ou tard, les ouvriers français comprendront qu'on a dénaturé l'histoire et les principes du socialisme en essayant de leur faire croire que le «*Manifeste communiste*» apportait à l'humanité quelque idée nouvelle. Il n'en est rien. Au contraire, dans sa partie pratique, parmi les revendications immédiates, les auteurs ont introduit tant d'autorité, de monopole d'État, tant de négation du droit de l'individu et de la minorité, qu'ils en ont rendu odieuse l'égalité socialiste, et provoqué ce mouvement individualiste qui aboutit à la morale cannibalesque de Nietzsche.

Voici leurs réformes socialistes:

- 1- L'expropriation de la terre et l'emploi de la rente pour les dépenses de l'État (42);
- 2- Un lourd impôt progressif sur les revenus (43);
- 3- L'abolition du droit d'héritage (44);
- 4- La confiscation des biens des émigrés et des révoltés (45);
- 5- La concentration du crédit entre les mains du gouvernement par le moyen d'une banque d'État (46) et par le monopole de l'État (47);
- 6- La centralisation des moyens de transport dans les mains de l'État (48);
- 7- L'augmentation du nombre des fabriques de l'État et des instruments de travail (49); la culture et l'amélioration de la terre d'après un plan général (50);
- 8- Travail obligatoire pour tous (51); l'organisation d'une armée de travail (52) spécialement pour l'agriculture (53).

(42) Toute la terre à l'État! En Turquie, la terre est la propriété de l'État, du sultan, qui en cède l'usage à ses fidèles.

(43) Revendications des démocrates français.

(44) Cela est pris chez les saint-simoniens (voir chap.7).

(45) Une vieille abomination pratiquée par tous les despotes et oppresseurs.

(46) C'est du L. Blanc dénaturé.

(47) Ce monopole d'État est un crime contre le socialisme, et son invention pourrait constituer la gloire d'Engels, si seulement Byzance ne l'avait pas pratiqué. (Voir Prof. K. Nys, *Les recherches sur l'histoire de l'économie politique*, Bruxelles, 1898).

(48) Réalisé par Bismarck et le tsar, les grands socialistes!

(49) De nouveau du L. Blanc mal rendu.

(50) Monstruosité stupide empruntée aux jésuites du Paraguay.

(51) Comme aux bagnes pour les forçats.

(52) Absolument comme chez les jésuites du Paraguay. Qui était Candide? Qui était le D^e Pangloss?

(53) L'empereur Nicolas avait déjà les colonies militaires d'agriculture, les vrais bagnes... Pauvre humanité! En majorité tu es composée d'agriculteurs, et c'est pour toi que Marx et Engels préparaient l'esclavage sous le titre de socialisme... Non, mille fois non! Ils n'ont rien eu de commun avec Fourier, Saint-Simon ou R. Owen.

Ce qu'il y a d'humain dans ce projet d'une constitution idéale de la social-démocratie est puisé chez les socialistes et les démocrates français. Les monstruosité même sont empruntées aux jésuites du Paraguay, aux empereurs byzantins, au cruel despote Nicolas 1^{er} de Russie.

Je le répète: l'adoration de l'État, la foi aveugle dans ses bienfaits étaient générales. Une république démocratique, basée sur le suffrage universel, comme la Suisse et la République française actuelles, accomplissait, selon les préjugés de l'époque, la régénération sociale de l'humanité. Sauf quelques owenistes en Angleterre et Proudhon en France, chacun croyait, et avec beaucoup de sincérité, une fois le suffrage universel introduit, arriver au pouvoir avec ses amis et ses partisans. Alors chaque parti était sûr de réaliser la justice sociale:

- Les démocrates, par la politique (Ledru-Rollin);
- Les socialistes, par l'organisation du travail (L. Blanc);
- Les révolutionnaires, par la dictature du prolétariat (Blanqui);
- Les communistes allemands, par le monopole, les séquestrations, par l'armée du travail et la discipline.

Douzième partie: L'idée générale de la révolution sociale.

Nous avons vu que, selon R. Owen et Fourier, dans la société future l'État devait céder sa place à une fédération libre des communes autonomes. Saint-Simon et son école, rêvèrent aussi, une humanité solidaire, *«le globe cultivé par les associations fédérées»*. L'État disparaissant, c'est la société elle-même qui devait régler la vie matérielle, intellectuelle et morale. D'où l'appellation de *«socialiste»* donnée à l'organisation future, et, par ce mot, on entendait un ordre social réglé par et pour la société elle-même. Qui dit socialisme nie, en réalité, l'État et l'autorité.

Mais la génération nouvelle, désireuse de réaliser le socialisme, voulait se servir de l'État et de la politique *comme moyen*. Les démocrates et les socialistes de différentes nuances ne voulaient pas, ou plutôt ne pouvaient pas prévoir que l'État politique a d'innombrables besoins qui s'imposent impérieusement à la société. Pour qu'il puisse fonctionner, il faut que tous ses rouages administratifs et judiciaires, avec leur armée de parasites (bureaucratie civile et militaire) soient conservés. En conséquence, l'impôt et la hiérarchie administrative - ces deux sources de toutes les abominations et désolations sociales - resteront en pleine vigueur. Dans ce cas, au lieu de soulager la misère et les souffrances chez le peuple, l'État *«socialiste»* avec sa *«léislation directe»*, sa *«dictature du prolétariat»* et autres panacées autoritaires, les sanctionnerait.

Les événements de 1848 ne tardèrent pas à démontrer cette vérité. Tandis que L. Blanc et l'ouvrier Albert, tous les deux membres du gouvernement provisoire, s'occupaient, au sein de la commission, des réformes socialistes, au palais du Luxembourg; tandis que Ledru-Rollin, ministre de l'Intérieur, envoyait ses commissaires en province avec des circulaires pleines de sentiments si nobles et progressifs, - la misère augmentait chez le peuple, et l'État se voyait obligé d'augmenter la charge de chaque producteur de 50 centimes. Bien des fois on voulut en rejeter la responsabilité, ainsi que celle de la faillite générale de toutes les réformes sociales de la seconde république, sur tel ou tel individu, sur tel ou tel parti politique et socialiste. Certainement, il y eut beaucoup de gens malhonnêtes et pervers, comme Marie, Marrast, Jules Favre, Cavaignac et autres qui travaillaient à noyer dans le sang du peuple de Paris toutes les revendications socialistes, - ce qu'ils réussirent à réaliser dans les journées sanglantes de Juin. Mais il faut reconnaître que ni L. Blanc, Albert et leurs amis, ni Ledru-Rollin et les radicaux honnêtes, ni surtout Blanqui et les socialistes révolutionnaires ne trahirent la cause du peuple. Au contraire, ils travaillaient, agissaient, luttaient pour les transformations sociales, en plein accord avec leurs principes: Ledru-Rollin, par la politique; L. Blanc, par la législation directe; Blanqui, par la dictature du prolétariat... Et l'État, absorbant tout, écrasant tout, restait seul, au milieu des ruines!...

Si le malheur se fût arrêté là!... le pire était que toutes ces doctrines autoritaires sur *«les transformations sociales»* d'en haut, par un pouvoir législatif et dictatorial, ont paralysé l'action populaire et l'initiative révolutionnaire. La monarchie renversée, le pouvoir révolutionnaire (républicain) organisé, le peuple attendait paisiblement ces *«transformations sociales»* promises. Pendant trois mois les élus, les législateurs agirent. Et personne ne posa la question si simple: le 24 février, a-t-on accompli une révolution politique ou sociale? et quelle est la différence entre ces deux qualificatifs? Le peuple, à son tour, croyait qu'on pourrait réaliser l'équité sociale, organiser la production et la solidarité socialistes dans un État où tous les privilèges des classes sociales, toute l'organisation autoritaire et bureaucratique demeuraient en pleine vigueur. Ainsi, de

nos jours, tout le monde acclame la révolution sociale sans se rendre compte de ce qu'est une révolution sociale.

Tout le monde sait qu'une révolution de palais signifie la suppression d'un chef du pouvoir au profit d'un autre; un coup d'État signifie l'abolition d'un système gouvernemental au profit d'un autre; une révolution politique signifie le renversement d'un ordre politique par le peuple révolté et l'organisation d'un autre régime au profit des révoltés... Dans tous les cas, nous voyons que l'action est toujours portée directement sur l'objet principal: dans la révolution de palais, on supprime (souvent en le tuant) le chef du pouvoir; dans le second cas, on supprime le gouvernement, dans le troisième on renverse l'ordre tout entier, et ce n'est qu'après la suppression d'un roi, d'un gouvernement, d'un ordre tout entier qu'on commence à installer ce qu'on se proposait comme but. Et la révolution sociale? Quel but doit-elle se proposer, quel doit être l'objet de son action? Que doit-elle supprimer avant de commencer l'œuvre d'organisation socialiste? - Une tête couronnée? Non. - Un ministère? Non. - Un ordre purement politique? Encore non, car elle ne serait pas autre chose qu'une nouvelle édition d'une bien vieille histoire.

Alors sur quoi un mouvement socialiste et révolutionnaire doit-il porter ses premiers coups? - N'est-ce pas sur les privilèges économiques, sur la possession et l'exploitation individuelle, - sur toutes les institutions qui créent, comme le déclarait l'*Internationale*, «*l'assujettissement du travailleur au capital*», et qui «*sont la source d'une longue servitude politique, morale et matérielle*»?

Ni en 1848, ni sous *la Commune*, l'objectif principal d'une révolution - l'abolition de la possession individuelle, la propriété privée, ne fut mise en question. Les ouvriers de Paris, en criant: «*Mort aux voleurs!*» exécutèrent quelques malheureux crève-la-faim, qui avaient cru qu'au jour du triomphe d'une révolution soit-disant sociale, eux aussi pouvaient manger à leur faim et échanger leurs haillons contre les habits neufs de l'aristocratie, de la bourgeoisie. Sous l'influence du préjugé général que le gouvernement, la législation doit organiser l'État socialiste, le peuple renonça à exercer sa propre initiative. L'idée si juste de Babeuf et ses amis que les «*pauvres seraient immédiatement habillés... et logés le même jour dans les maisons des riches*»... cette véritable conception de la révolution sociale non seulement fut oubliée, mais chaque partisan d'une pareille hérésie fut traité d'agent provocateur.

Les classes possédantes n'étant pas inquiétées, la bureaucratie restant la maîtresse, l'armée et la magistrature protégeant l'ordre économique et social existant... que pourraient les représentants du peuple? Voter des lois socialistes? Mais qui les appliquerait, quand le peuple n'a pas renversé pendant l'insurrection le pouvoir des possédants? - Les exploiters et l'administration avec Messieurs les officiers et la police... ou voudraient-ils se soumettre aux arrêts d'une assemblée législative? Ou plutôt de conspiration en conspiration n'organiseraient-ils pas un coup d'État, et ne déporteraient-ils pas Messieurs les législateurs? - Thiers, Cavaignac, Napoléon le Petit ont donné assez de preuves que ceux qui possèdent les richesses et le pouvoir de l'État ne se soumettent pas aux parlements les plus socialistes qu'on pourra imaginer.

Malheureusement encore aujourd'hui, les différents partis socialistes qui se disent révolutionnaires envisagent la révolution sociale selon la mode de 1848. Ils croient que leur devoir c'est de faire une révolution politique, mettre le pouvoir politique dans les mains de leurs députés et attendre patiemment que ces messieurs élaborent et décrètent «*les transformations sociales*». On est étonné et désespéré devant cette obstination à ne rien vouloir apprendre des leçons sanglantes de l'histoire.

Que les hommes de 48 aient cru pouvoir accomplir ces transformations par des décrets et sans que le peuple, aussitôt dressée la première barricade, s'empare de toute la richesse sociale et individuelle par l'action révolutionnaire; que ces braves gens, disons-nous, aient eu cette croyance, rien de plus naturel: la majorité d'entre eux étaient des démocrates politiques animés d'un sincère désir d'améliorer l'état économique du peuple, et de soulager ses souffrances. Les socialistes d'alors, nous l'avons vu, chérissaient l'État, et, comme Proudhon, qui polémiquait contre eux, n'étaient pas révolutionnaires... Oui, Proudhon et ses amis étaient aussi loin d'une réelle conception de la révolution sociale que L. Blanc, Ledru-Rollin, ou V. Considérant: ces derniers au moins essayèrent de prendre quelques mesures immédiates, tandis que Proudhon, comme nous le verrons plus tard, prêchait le crédit, le mutualisme... les choses adoptées et pratiquées par les owenistes comme moyens de groupement pacifiques.

Il n'y avait qu'un homme qui comprît le vrai sens de la révolution sociale - c'était le grand et noble «*En fermé du dix-neuvième siècle*» - Auguste Blanqui, celui qui commença sa carrière révolutionnaire par un acte de propagande par le fait et qui, avant de mourir, nous légua la devise de combat: «*Ni Dieu, ni maître!*». Oui, celui-ci comprenait bien que:

«Quand un gouvernement, plus ou moins révolutionnaire, a eu le pouvoir pendant quarante-huit heures et qu'il n'a pas su intéresser à sa conservation la masse profonde du pays, ce gouvernement-là est un gouvernement de banqueroutiers».

Par quels moyens, selon Blanqui, un gouvernement révolutionnaire devait-il intéresser le peuple à sa conservation, il nous l'a expliqué dans sa proclamation du mois de mars 1848...

«Il n'y a pas, disait-il, de liberté pour qui manque de pain! Il n'y a pas d'égalité, quand l'opulence s'étale à côté de la misère! Il n'y a pas de fraternité quand la femme du peuple se traîne affamée avec ses enfants aux portes des riches! La tyrannie du capital est plus impitoyable que celle du sabre et de l'encensoir; il faut la briser... Point de formules stériles!...».

En quarante-huit heures donner au peuple du pain, briser la tyrannie du capital, la révolution, le peuple lui-même peuvent seuls le faire. Chez Blanqui, comme chez les «*Égaux*», les pauvres «*seraient immédiatement habillés... et logés le même jour dans les maisons des riches*». Cela est la vraie idée de la révolution sociale. Il n'existe pas d'autre conception.

Nous, les anarchistes communistes et révolutionnaires, nous différons de ces braves précurseurs seulement en ceci, que nous reconnaissons au peuple lui-même le droit et l'initiative d'accomplir cette liquidation immédiate. Nous disons: dès qu'on soulève les premières pierres de la première barricade, et que la jeunesse engage la lutte, les gens paisibles, les femmes, les vieillards doivent immédiatement entrer en possession communiste de toutes les richesses, de tous les instruments de production. Et nous savons que si le peuple entre en possession des richesses existantes, quel que soit le parti qui triomphera le lendemain, quel que soit le gouvernement qui s'imposera, on sera forcé ou de reconnaître le fait accompli, ou de prendre d'assaut chaque rue, chaque maison. Et, en réalité, les «*Égaux*» et Blanqui, attribuent eux aussi, cette initiative révolutionnaire au peuple, car quel est le gouvernement organisé qui pourrait faire entrer les déshérités en possession des richesses existantes, immédiatement le même jour, ou dans quarante-huit heures?

Je le répète: il n'existe pas une autre conception de la révolution sociale. Ceux qui se disent socialistes révolutionnaires doivent agir d'accord avec elle, ou renoncer au titre de révolutionnaire. Et ils feraient bien d'agir ainsi, car on peut être réformateur pacifique, partisan d'une action paisible et gagner l'estime du monde entier. Thomas Morrus, Owen, Fourier en sont des exemples.

Mais, chose étrange! par une manie d'accapareurs vaniteux, les partisans des réformes d'en haut, MM. les députés social-démocrates, qui répètent les lieux communs des démocrates de 1848, aiment à se poser en révolutionnaires. Ils ne veulent pas comprendre qu'ils répètent les erreurs de 1848 et qu'ils préparent une défaite sanglante pour le peuple, une déception beaucoup plus cruelle que celles de Juin et de la Commune. Malgré leur croyance absurde que le nombre des capitalistes diminue, nous savons, d'après la statistique, que le nombre des défenseurs de l'ordre capitaliste et esclavagiste est plus que quadruplé; par conséquent, si l'État, qui leur est si cher, reste debout, si la bourgeoisie et la noblesse avec l'Église et le militarisme restent les maîtres de l'organisation inique actuelle, les députés social-démocrates peuvent s'exercer autant qu'ils veulent dans l'art déclamatoire, - leurs projets seront enterrés là où le sont déjà les projets de la commission de 1848.

Ce n'est pas par une législation qu'on inaugure un nouvel ordre de vie sociale. Toujours et partout la législation sanctionne les faits accomplis, l'ordre introduit dans les mœurs, par l'agrément ou l'action révolutionnaires des peuples et des nations.

Comme on pense, tôt ou tard on agit. C'est pourquoi il est indispensable que les socialistes de toutes fractions pensent sérieusement au vrai sens de l'idée de la révolution sociale.

Peut-être verra-t-on que, comme les révolutionnaires politiques, comme Mazzini, Garibaldi et autres attaquaient sans cesse et à main armée le despotisme et l'oppression, de même les socialistes qui se disent révolutionnaires doivent lutter sans cesse ni trêve contre l'exploitation et l'esclavage social. Quand l'heure de la révolution arrive, on doit agir, comme agissait le peuple en quatre-vingt-neuf, selon sa propre initiative. Que, comme le disait l'abbé Grégoire au grand historien allemand Schlosser, chaque village et chaque commune aient leur Danton et leur Robespierre, mais qu'ils soient communistes et libertaires aujourd'hui.

Treizième partie: P.J. PROUDHON.

La doctrine de l'État et de l'action parlementaire, introduite dans le socialisme par Louis Blanc et les socialistes révolutionnaires, par Ledru Rollin et les démocrates socialistes (54), mais développée surtout dans un système de despotisme d'État à outrance par Marx et Engels, ne tarda pas, heureusement, à provoquer une protestation énergique de la part des penseurs et des socialistes indépendants. Parmi les voix qui s'élèverent contre cette doctrine néfaste de l'égalitarisme militaire, du monopole d'État et du travail obligatoire pour une «*armée du travail, spécialement en ce qui concerne l'agriculture*», - celle de Proudhon fut la plus puissante. Aussi fut-il attaqué, maltraité et calomnié par tous les apôtres d'État et de soumission, depuis Marx jusqu'aux plus parfaites nullités aspirant à un grade de caporal dans cette armée du travail, dont MM. Guesde et Deville seront les commandants en chef.

«*Sophiste, ignorant, réactionnaire, bourgeois, petit boutiquier*», - tels sont les surnoms qu'on lui décernait à profusion, et tout ça parce que Proudhon défendait les droits de l'homme, des groupes et des communes, le mutuellisme dans les relations entre les producteurs libres et autonomes, le fédéralisme dans la vie sociale. On lui en voulait surtout, on lui en veut jusqu'à présent pour avoir opposé, comme il l'a fait, l'anarchie au despotisme des doctrinaires, à leur monopole, à leur discipline imposée à l'humanité sous la forme du communisme d'État.

Certainement, Proudhon n'était pas un de ces penseurs ni de ces réformateurs qui ouvrent à l'humanité des horizons et des chemins nouveaux. Il n'avait ni les facultés exceptionnelles d'analyse et de généralisation d'un Adam Smith, ni le don de pénétration, d'hauteur de vue d'un Fourier ou d'un R. Owen. Mais si on le compare à un Marx, un L. Blanc ou un Lassalle, je crois bien qu'il leur est supérieur en originalité et en génie. Quand on se souvient de l'histoire de sa vie, on est émerveillé de l'énergie, la persévérance et l'ardeur qu'il déploya, tout enfant, pour gagner son pain et s'instruire en même temps. Il était facile à L. Blanc, fils d'un inspecteur général des finances, ou à Marx, fils d'un avocat, ou à Lassalle, fils d'un banquier, de s'instruire, de se plonger dans les profondeurs de la philosophie, de l'histoire et de la sociologie. Proudhon, lui, est le fils d'un pauvre journalier, un malheureux, qui, à l'âge de huit ans, garde les bestiaux, et s'instruit en copiant les manuels des autres enfants, ou en se les faisant prêter pour une nuit. Plus tard, il va à l'école sans chapeau - faute d'en avoir - et laisse ses sabots à l'entrée pour ne pas faire de bruit. Apprenti, il fait son tour de France... Puis, tout à coup, à l'âge de trente ans (1840), il publie son fameux premier mémoire: «*Qu'est-ce que la propriété?*».

Inconnu, sans moyens d'existence, il déclare la guerre à l'ordre existant, non seulement dans ses bases économiques, mais aussi politiques. Il attaque non seulement la politique aristocratique ou constitutionnelle, mais encore la plus radicale, la plus républicaine des politiques... Car, si je ne me trompe, Proudhon le premier s'éleva avec une véhémence incomparable contre le droit des majorités à imposer leurs décisions aux minorités. Selon lui, l'esclavage de la pensée est reconnu par la loi, comme une chose obligatoire, sous le régime de la majorité.

Le monde littéraire et scientifique, les hommes politiques et le gouvernement reconnurent en Proudhon une capacité de premier ordre: le gouvernement voulut le poursuivre, le monde scientifique et la presse bourgeoise le calomnièrent, mais tous les amis du progrès, les socialistes de toutes les écoles saluèrent en lui le plus courageux et le plus brillant défenseur du peuple. Beaucoup de socialistes et de démocrates révolutionnaires, il est vrai, furent un peu froissés par quelques passages de l'ouvrage; mais sa dialectique si brillante et si hardie, son style si énergique et si plein de fraîcheur ne lui en gagnèrent pas moins leur estime et même leur admiration.

Imaginez l'époque où socialistes et révolutionnaires, comme nous l'avons vu, espéraient accomplir leurs réformes, par l'intervention de l'État et par les lois; ajoutez à cela que les ouvrages sympathiques au peuple, comme ceux de E. Buret, de Villermé (55), et autres, que même les écrits des socialistes proclamant le communisme, comme L. Blanc, étaient rédigés en termes modérés et presque académiques... Tout à coup apparaît un rude et courageux paysan, qui dit à tous ceux qui vivent en dépensant plus de cinq francs par jour (56), que ce sont tous des voleurs! ou encore que le gouvernement, ni la majorité n'ont le droit d'imposer leur volonté aux minorités... Il est évident que tout le monde dut être un peu froissé.

(54) De nos jours, ils s'appellent social-démocrates.

(55) E. Buret, *La Misère des classes laborieuses en Angleterre et en France*. Paris, 1840. Ouvrage d'une rare et profonde connaissance du sujet et très humanitaire par ses sentiments. L'ouvrage d'Engels, publié en 1845, est une simple compilation à côté de celui ci.- Villermé, *Tableau de l'état physique et moral des ouvriers*, Paris, 1840.

(56) En 1848, alors que son journal, *le Représentant du Peuple*, avait une grande circulation, Proudhon ne touchait que 5fr. par jour, comme tous les compositeurs et ouvriers. Les socialistes de nos jours trouvent cela un peu stupide...

Cela n'empêcha pas que l'on reconnut dans l'Europe tout entière en Proudhon ce qu'il ne cessa d'être pendant toute sa vie: le champion le plus courageux du bien être «*de ses frères les ouvriers*», de l'émancipation de la conscience humaine, de l'affranchissement de l'individu et de la minorité de toute tutelle d'État et d'autorité. En prison, en exil, il resta fidèle à cet engagement de sa jeunesse; la mort même le surprit au milieu de cet ouvrage inachevé: «*De la capacité politique de la classe ouvrière*». Vers l'époque où parut «*Qu'est-ce que la propriété?*», Paris était devenu le vrai centre où se rencontraient les novateurs, les révolutionnaires politiques, socialistes, littéraires, voire même musiciens. Entre autres jeunes personnalités marquantes, y passèrent Marx, Bakounine, Herzen et Grün, tous socialistes, philosophes et révolutionnaires ardents, et tous, sauf Herzen, néo-hégéliens acharnés. Ils ne tardèrent pas à lier amitié avec le jeune Proudhon, si brillant, si courageux dans son œuvre destructive. Aussi ont-ils tour à tour passé avec lui des jours et des nuits blanches en discussion, lui enseignant la philosophie métaphysique et la méthode de démonstration dialectique, - démonstration par antithèse, - méthode non scientifique, arbitraire et par laquelle on peut démontrer toutes les absurdités voulues, mais jamais une vérité ni une loi des sciences positives. Depuis son inventeur, Zénon d'Elée, - qui prouva par la dialectique cette absurdité, à savoir qu'Achille ne devancera jamais une tortue marchant devant lui à une distance de dix pas, - jusqu'à Marx, qui formula, en une terminologie si doctorale, sa prétendue et absurde loi de la concentration du capital, cette méthode ne fit que rendre moins claires les intelligences les plus brillantes. C'est ce qui arriva à Proudhon.

A partir de son grand ouvrage (1844-1846): «*Système de contradictions économiques*», qui fut déjà conçu d'après la métaphysique, nous voyons Proudhon se débattant lui-même dans les contradictions (57). Son biographe, J. Langlois, nous dit que Proudhon reconnaissait trois autorités qui ont eu une influence décisive sur son développement intellectuel: la Bible, Adam Smith, et, en dernier lieu, Hegel. Dans sa jeunesse, écrasé par la misère, dépourvu de toute notion de science inductive, son génie s'exerçait en analysant les légendes et la législation primitive d'Israël nomade et barbare. Le grand ouvrage d'Adam Smith l'émancipa de la logique, clair, puissant dans son premier mémoire sur la propriété. Mais Hegel et la dialectique le plongèrent dans des spéculations souvent déplorables. Et ses adversaires ne manquèrent pas de le ridiculiser, surtout Marx, Engels et leurs élèves.

Étrange aberration! Le même Marx, qui était un de ceux qui enseignèrent à Proudhon la dialectique de Hegel, se moquait de lui ensuite et le traitait de sophiste. Pourtant jamais Proudhon n'a commis une erreur aussi monstrueuse et sophistique que la loi fantaisiste de la concentration du capital, qui est comme le chef-d'œuvre de la dialectique sophistique. Jamais non plus, il ne justifia, comme Engels, l'esclavage, l'exploitation et toutes les iniquités sociales par des sophismes abominables. Jamais il ne dit, par exemple, que ce fut non pas la force et la violence, mais bien des lois métaphysiques de production qui créèrent l'ordre d'abominations et de désolation actuel. Jamais non plus Proudhon ne propagea cette erreur, à savoir que «*toute lutte économique est une lutte de classes, et, comme telle, politique c'est-à-dire parlementaire et légale*». Proudhon était trop Français, trop paysan de bon sens, pour en arriver à des stupidités et à des immoralités pareilles.

Quatorzième partie: Le mutualisme et l'anarchisme de Proudhon.

Malgré l'influence néfaste de la métaphysique dialecticienne de Hegel, Proudhon a su développer toutes les idées énoncées déjà dans son premier mémoire sur la propriété. J'entends ici non seulement ses fameux aphorismes si frappants et si courageux, comme: «*L'esclavage, c'est l'assassinat*», «*La propriété, d'est le vol*», «*Dieu, c'est le mal*», mais aussi les revendications, qui, pour ne pas lui appartenir exclusivement, n'en furent pas moins formulées et développées par lui, pour la première fois, dans ses ouvrages, et qu'on peut réduire à ces trois principes, principes fondamentaux de toute la philosophie de Proudhon:

1- Liberté économique, sociale de l'individu, ce qu'il exprimait si bien en disant que: «*l'homme ne veut plus qu'on l'organise, qu'on le mécanise*». Si l'on se souvient des événements de ces quarante dernières années, soit les manifestations et la lutte pour l'autonomie communale, soit les actes d'insoumission et de révolte individuelle, soit, enfin, la tendance émancipatrice en philosophie (W. Wundt, H. Spencer, J. St. Mill,

(57) Un autre homme de brillante capacité, le grand critique littéraire russe Bielinsky, celui qui fût le vrai maître de Tourgueneff, Dostoïevsky, Tolstoï et Gontcharoff, se débattit pendant des années dans des contradictions énervantes, surtout dans les questions politiques. Chose à noter, ce fut le même Bakounine qui enseigna au critique russe la métaphysique de Hegel. Comme Proudhon, Bielinsky ne connaissait pas l'allemand!

Guyau et autres), en littérature, poésie, drame, roman (W. Withman, Ibsen, Makay, Hauptmann, Tolstoï et Zola dans les dernières années), on doit reconnaître combien Proudhon avait raison en affirmant cette vérité (58).

En réalité, l'humanité, dans ses meilleurs représentants, aspire toujours vers un ordre social où l'homme serait libre, non «organisé», non «mécanisé» par des prescriptions autoritaires au nom de stupidités mensongères comme Dieu, ou au nom de l'État et de la majorité.

Comme disait J.-J. Rousseau, cité par Proudhon, «il est contre l'ordre naturel que le plus petit nombre soit gouverné par le plus grand» (59).

2- Le second principe défendu par Proudhon en opposition aux systèmes sociaux plus ou moins autoritaires, à la mode avant les journées sanglantes de juin 48, est le mutualisme dans la production et l'échange. Selon Proudhon, son système de compagnies ouvrières, libres avec leur entente des hommes parfaitement indépendants, devait remplacer aussi bien l'organisation future du communisme autoritaire que l'esclavage du salariat capitaliste. C'est justement pour son opposition au communisme autoritaire de l'État socialiste, pour son affirmation du droit de chaque membre des compagnies ouvrières à disposer librement du produit de son travail, qu'on traita Proudhon de bourgeois et d'individualiste. Faut-il dire que c'était un malentendu?

A l'époque où il menait sa polémique, souvent injuste, contre les communistes et les socialistes révolutionnaires, on pouvait lui reprocher, il est vrai, qu'il prêchait tout simplement la coopération individualiste. Mais les graves événements politiques de l'époque, la lutte sanglante pour les réformes sociales d'alors sont bien loin de nous aujourd'hui, et nous pouvons juger mieux les deux partis adverses: tous deux sincèrement socialistes et, certainement, tous deux défenseurs ardents du peuple.

Qu'est-ce que Proudhon entendait par le mutualisme? Ni plus ni moins que le collectivisme adopté en 1868 par la grande *Association internationale des Travailleurs* (60). Mais laissons-lui la parole:

«Vis-à-vis des personnes et des familles dont le travail fait l'objet de l'association, la compagnie (de producteurs libres) a pour règles:

Que tout individu employé dans l'association, homme, femme, enfant, vieillard, chef de bureau, contre-maître, ouvrier, apprenti, a un droit indivis dans la propriété de la compagnie;

Qu'il a droit d'en remplir successivement toutes les fonctions, d'en remplir tous les grades, suivant les convenances du sexe, du talent, de l'ancienneté;

Que son éducation, son instruction et son apprentissage doivent en conséquence être dirigés de telle sorte, qu'en lui faisant supporter sa part des corvées répugnantes et pénibles, ils lui fassent parcourir une série de travaux et de connaissances, et lui assurent, à l'époque de la maturité, une aptitude encyclopédique et un revenu suffisant;

Que les fonctions sont électives, et les règlements soumis à l'adoption des associés;

Que le salaire est proportionné à la nature de la fonction, à l'importance du talent, à l'étendue de la responsabilité;

Que tout associé participe aux bénéfices comme aux charges de la compagnie, dans la proportion de ses services;

Que chacun est libre de quitter à volonté l'association, conséquemment de faire régler son compte et liquider ses droits, et réciproquement la compagnie maîtresse de s'adjoindre toujours de nouveaux membres.

Ces principes généraux... fournissent la solution de deux problèmes importants de l'économie sociale; celui de la force collective, et celui de la division du travail (61)».

Comme on voit, Proudhon est bien loin de messieurs les individualistes de nos jours. Non seulement il reconnaît un pacte, un contrat social entre les associés libres, mais il reconnaît aussi l'éducation collective,

(58) Prof. W. Wundt, *Relation de la philosophie*, discours de 1899. - H. Spencer, *L'Individu contre l'État*. - J. St. Mill, *Sur la Liberté*. - M. Guyau, *La Morale sans sanction ni obligation*. - Tolstoï et Ibsen, Hauptmann et Makay sont bien connus pour leur glorification de l'individu, et de la liberté en morale et en politique.

(59) *Idée générale de la Révolution*, 1851, p.280.

(60) Par un étrange malentendu, on attribue souvent le collectivisme à Marx, qui était et resta toute sa vie communiste pur sang.

(61) *Idée générale de la Révolution*, p.236-237.

les élections aux fonctions, le travail, même les corvées pénibles, toujours collectifs. En ce qui concerne les accusations des collectivistes parlementaires, je crois que la majorité ignore par qui l'idée collectiviste fut formulée. Tandis que les ambitieux, les aspirants au pouvoir dans l'État collectiviste calomnient Proudhon pour détourner de lui l'attention et les sympathies du prolétariat, pour que ce dernier ne voie pas que le vrai collectivisme était conçu hors de toute réglementation bureaucratique et autoritaire; qu'en empruntant l'idée de collectivité aux saint-simoniens, Proudhon, comme Fourier, prenait toutes ses mesures pour garantir la liberté complète à chaque membre. Ces aspirants au pouvoir font tous leurs efforts pour que la masse ne voie pas que le système phalanstérien de Fourier, le communisme de Robert Owen, ou le collectivisme de Proudhon devaient se réaliser, comme de vraies organisations socialistes, par la société elle-même, en supprimant l'État et ses fonctionnaires, y compris les futurs législateurs et administrateurs du collectivisme.

Dans ses idées sur l'organisation sociale aussi bien que dans les autres, Proudhon diffère absolument de l'individualiste légendaire. Loin de nier toute entente, il voulait substituer à l'État la société autonome, à l'organisation politique l'organisation économique, à l'administration centraliste *«les compagnies ouvrières»* fédérées sur la base anarchiste ou, selon sa propre expression, sur le principe du *«self-government»*. Les sixième et septième études de son ouvrage constructif, *L'Idée générale, etc...* portent les titres: *«Organisation des forces économiques»* et *«Dissolution du gouvernement dans l'organisation économique»*.

Avant de citer les opinions propres à Proudhon, je veux rappeler aux lecteurs que la tendance à abolir l'État politique, policier et autoritaire, était commune à toutes les écoles socialistes. Depuis Saint-Simon, qui le premier insista beaucoup sur l'organisation industrielle, jusqu'à V. Considérant et l'école fouriériste, tout le monde était d'accord sur l'abolition de l'État politique dans une société communiste ou phalanstérienne. Le plus illustre élève de Saint-Simon, Auguste Comte, dans ses *Opuscules* (1819-1825), exposait brièvement mais très clairement, la base philosophique et générale du progrès humain dans l'histoire. Développées par lui plus tard dans son *Cours de philosophie positive*, ces idées inspirèrent le grand historien-philosophe anglais H.T. Bukle. Elles se reflétaient dans les ouvrages des socialistes de l'époque, ainsi que chez Proudhon, et plus tard chez Marx, qui voulait même se les approprier sous le terme ridicule d'explication matérialiste de l'histoire. Selon A. Comte, *«l'organisation sociale dépend toujours de l'état de la civilisation, et la marche de la civilisation elle-même est soumise à une loi»*. Le but de l'activité humaine individuelle ou collective, dit-il, est: *«d'agir sur la nature... pour la modifier à son avantage... de développer collectivement cette tendance naturelle, de la régulariser et de la concerter, pour que l'action utile soit la plus grande possible...»*. Dans une société barbare, *«l'industrie étant dans l'enfance, la société a dû prendre la guerre pour but d'activité... Et toutes modifications survenues dans la civilisation ont été les résultats de l'extension toujours croissante acquise par l'élément scientifique et l'élément industriel»*.

D'accord avec cette philosophie de son temps, Proudhon constate que:

«Les lois de l'économie sociale sont indépendantes de la volonté de l'homme et du législateur: notre privilège est de les reconnaître, notre dignité d'y obéir (p. 255). - Au-dessous de l'appareil gouvernemental, à l'ombre des institutions politiques, loin des regards des hommes d'État et des prêtres, la société produisait lentement et en silence son propre organisme; elle se faisait un ordre nouveau, expression de sa vitalité et de son autonomie... Cette organisation... a pour principes: 1- La perfectibilité indéfinie de l'individu et de l'espèce; ... 6- L'universalité du bien-être.

Ses formes d'action sont: a- La division dit travail... (la classification par industries); b- La force collective, compagnies ouvrières remplaçant les armées; c- Le commerce, forme concrète du contrat, qui remplace la loi...».

Pour définir le contrat, Proudhon cite de nouveau Rousseau: *«Trouver une forme d'association qui défende et protège de toute la force commune, la personne et les biens de chaque associé, et par laquelle chacun, s'unissant à tous, n'obéisse qu'à lui-même, et reste aussi libre qu'auparavant»* (p.129).

Pour un homme qui avait de telles idées générales, il était tout naturel de nier l'État et l'autorité non seulement dans le passé, mais aussi dans la société présente. Le progrès et le développement de l'humanité étant considérés comme le résultat du mode de production et d'échange, et ces derniers comme les conséquences *«de l'extension toujours croissante acquise par l'élément scientifique et l'élément industriel»* (A. Comte), il devenait absolument logique d'attaquer non telle ou telle autre forme de gouvernement, mais bien le principe d'autorité en général. C'est ce qu'il a fait en attaquant même les socialistes les plus avancés, ce qui est à regretter, évidemment, car cela a fait beaucoup de tort à la fois aux partis socialistes et à Proudhon lui-même. Mais si l'on considère les idées elles-mêmes, et non plus la lutte socialiste, il faut reconnaître qu'il était alors le plus conséquent de tous, surtout quand il disait:

«Fondre, immerger et faire disparaître le système politique ou gouvernemental dans le système économique, en réduisant, simplifiant, décentralisant, supprimant l'un après l'autre tous les rouages de cette grande machine qui a nom le gouvernement ou l'État» (p.196).

Comme tous les hommes de 1848, Proudhon envisageait la question sociale au point de vue pratique: le peuple réclamait les réformes sociales immédiates, ni minimum, ni huit heures de travail, mais les réformes carrément socialistes, Louis Blanc et la commission du Luxembourg, V. Considérant et ses amis, Blanqui et les révolutionnaires, tous, absolument tous, étaient préoccupés de réformes immédiates et pratiques. Aussi Proudhon nous présente tout un système élaboré de réformes socialistes pour réaliser l'anarchie, ou la société libre des producteurs solidaires. Ces réformes devaient s'accomplir par l'abolition du droit d'héritage et de tous les privilèges, par l'organisation des ateliers collectifs, mais surtout par l'organisation de l'échange et des crédits gratuits et populaires.

«Je veux, dit-il, la révolution pacifique; mais je la veux prompte, décisive, complète. Je veux qu'à ce régime d'oppression et de misère succède un régime de bien-être et de liberté; qu'à une constitution de pouvoirs politiques soit substituée une organisation des forces économiques; que l'homme, le citoyen... ne soit lié (à la société) que par son libre contrat» (p.197). «Ce que nous mettons à la place du gouvernement, répète-t-il de nouveau, c'est l'organisation industrielle» (p.283). «La révolution... organisant les forces industrielles, la centralisation politique n'a plus de prétexte; elle se résout dans la solidarité industrielle, solidarité qui réside exclusivement dans la raison générale, et dont nous avons pu dire, comme Pascal de l'univers, que son centre est partout, sa circonférence nulle part» (p.326-327).

Les mêmes principes de mutualisme dans les transactions individuelles, de collectivisme dans la production, de liberté individuelle et sociale, d'entente libre et spontanée dans la vie nationale, Proudhon les appliqua aux relations internationales. D'où la propagande ardente du principe fédéraliste.

«La vérité est égale partout à elle-même; la science est l'unité du genre humain. Si donc la science, non plus la religion ni l'autorité, est prise en chaque pays pour règle de la société, arbitre souverain des intérêts, le gouvernement devenant nul, toutes les législations de l'univers sont d'accord. Il n'y a plus de nationalité, plus de patrie, dans le sens politique du mot; il n'y a que des lieux de naissance. L'homme, de quelque race et couleur qu'il soit, est réellement indigène de l'univers; le droit de cité lui est acquis partout» (p.329).

En lisant tous ces passages admirables, que sous l'influence des délégués français, tous proudhoniens et mutualistes, on donna pour bases aux sublimes considérants des statuts de l'Internationale, il est naturel de se demander pour quelle raison on a tant calomnié un penseur à qui l'on est redevable d'une si grande somme d'idées humanitaires? La réponse est simple. Proudhon est calomnié par les défenseurs de l'oppression et du privilège, par les réactionnaires et les obscurantistes qui veulent tenir le peuple en état d'ignorance. Autrefois les réactionnaires agissaient au nom de l'Église et de Dieu. De nos jours, ils font leur œuvre au nom de l'État communiste et de la dialectique métaphysique. Ce sont surtout les aspirants au pouvoir dans une société esclavagiste de l'avenir, où tout le monde serait enrégimenté dans *«l'armée du travail, spécialement pour l'agriculture»*, ce sont les apôtres de l'ignorance métaphysique qui s'acharnèrent et qui s'acharnent contre Proudhon; ce sont eux qui ont pris à tâche de le calomnier comme ils calomnient tous ceux qui, partageant ses idées, aspirent à une société solidaire, autonome et qui, en un mot, se disent, avec Proudhon, anarchistes.
